



# **PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des services de l'État**

Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022 portant autorisation environnementale à la société « CLAMENS SA », de poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablons et de calcaires située au lieu-dit « La Marguerite », sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77 440), et de modifier les conditions de sa remise en état.**

**VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-1 et suivants, L.163-1 à 5, L.411-1, L.411-2, L.415-3 et R.411-1 à R.411-14 ;

**VU** le Code minier ;

**VU** le Code du patrimoine ;

**VU** le Code forestier ;

**VU** le Code rural et de la pêche maritime ;

**VU** le Code de l'urbanisme ;

**VU** le Schéma départemental des carrières de Seine-et-Marne approuvé le 7 mai 2014 ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 14 mai 2019 portant nomination de Monsieur Cyrille LE VÉLY, administrateur civil hors classe, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

**VU** le décret du président de la République en date du 28 août 2020 portant nomination de Monsieur Olivier GERSTLÉ, sous-préfet, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Seine-et-Marne ;

**VU** le décret du Président de la République en date du 30 juin 2021 portant nomination de Monsieur Lionel BEFFRE, préfet de Seine-et-Marne (hors classe) ;

**VU** le décret n° 80-331 du Premier Ministre du 7 mai 1980 modifié instituant le règlement général des industries extractives ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 juillet 1993 relatif à la liste des insectes protégés en région Île-de-France complétant la liste nationale ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 novembre 2007 modifié fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° du 2011/DRIEE/72 du 17 octobre 2011 portant dérogation pour la destruction, l'altération, ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2011/DCSE/M/021 du 20 décembre 2011 autorisant la société CLAMENS à exploiter une carrière de sablon et de calcaire sur le territoire de la commune de TROCY-EN-MULTIEN ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2021/08/DCSE/BPE/M du 15 juin 2021 portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale relevant des articles L. 181-1 et L. 181-2 du Code de l'environnement, sollicité par la société CLAMENS SA pour la poursuite de l'exploitation et la modification des conditions de remise en état de la carrière de sablons et de calcaire, située au lieu-dit « la Marguerite » sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 21/BC/152 du 21 octobre 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Cyrille LE VÉLY, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne et organisant sa suppléance ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 21/BC/153 du 21 octobre 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Olivier GERSTLÉ, sous-préfet, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de Seine-et-Marne ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2022-02/DCSE/BPE/M du 09 février 2022 portant prorogation du délai pour statuer sur la demande d'autorisation environnementale présentée au titre des articles L. 181-1 et L. 181-2 du Code de l'environnement par la société CLAMENS SA, visant la modification des conditions de remise en état de la carrière de la Marguerite sur la commune de Trocy-en-Multien ;

**VU** la demande d'autorisation environnementale déposée en préfecture le 05 août 2020 et complétée le 10 décembre 2020 par la société CLAMENS SA, dont le siège social est situé ZI Sud – rue des Carrières – 77 270 Villeparisis, pour la poursuite de l'exploitation et la modification des conditions de remise en état de la carrière de sablons et de calcaires située au lieu-dit « la Marguerite », sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77 440) ;

**VU** l'avis sanitaire du tiers expert Vincent Nedellec Conseils en date du 5 novembre 2019 considérant le remblaiement par des produits « Ecoforme » comme non préoccupant pour la population des communes avoisinantes ;

**VU** la tierce expertise de l'INERIS et son avis favorable du 21 janvier 2020 aux propositions d'adaptation de certains seuils d'admission ;

**VU** l'avis du Service départemental d'incendie et de secours de Seine-et-Marne en date du 15 septembre 2020 ;

**VU** l'avis de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France en date du 25 septembre 2020 ;

**VU** l'avis du Conseil Départemental de Seine-et-Marne du 30 septembre 2020 ;

**VU** les avis de la Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne en date du 22 octobre 2020 et du 09 février 2021 ;

**VU** l'avis du Service nature, paysage et ressources de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France en date du 16 novembre 2020 ;

**VU** l'avis favorable n°2021-041 du conseil municipal d'Etrépilly en séance du 02 novembre 2021 ;

**VU** l'avis réputé favorable des communes de Trocy-en-Multien, Congis-sur-Thérouanne, Le Plessis-Placy, Varreddes, Germigny-l'Évêque, Lizysur-Ourcq, Chambry, Puissieux et Vincy-Manoeuvre, en l'absence de délibération dans le délai des quinze jours réglementaires ;

**VU** l'avis délégué de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) d'Île-de-France en date du 22 avril 2021 ;

**VU** le mémoire de la société « CLAMENS SA » daté de mai 2021, en réponse à l'avis de la MRAe ;

**VU** l'avis favorable de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) de Seine-et-Marne, dans sa formation spécialisée « carrières », après la consultation électronique de ses membres du 23 février au 09 mars 2022 ;

**VU** le rapport de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France en date du 03 mai 2021, déclarant complet et régulier le dossier précité de demande d'autorisation environnementale ;

**VU** le rapport, les conclusions motivées et l'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 28 octobre 2021 ;

**VU** le rapport de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 15 février 2022 ;

**VU** les registres d'enquête papier et électronique de l'enquête publique qui s'est tenue du jeudi 16 septembre 2021 à 9h00 au samedi 16 octobre 2021 à 12h00 ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral porté le 28 mars 2022 à la connaissance du pétitionnaire ;

**VU** l'absence de remarques particulières du pétitionnaire le 30 mars 2022 à l'égard du projet d'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis d'enquête publique dans la commune concernée ;

**CONSIDÉRANT** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet des services de l'État dans le département de Seine-et-Marne ;

**CONSIDÉRANT** les publications de l'avis d'enquête publique dans deux journaux locaux les 25 et 28 août, et 22 septembre 2021 ;

**CONSIDÉRANT** que les activités projetées relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et de la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ;

**CONSIDÉRANT** les attestations de maîtrise foncière fournies par le demandeur ;

**CONSIDÉRANT** dans leur ensemble les mesures de protection, de prévention et de surveillance que le demandeur s'engage à mettre en œuvre, après avoir évalué leur performance dans son étude d'impacts ;

**CONSIDÉRANT** les capacités techniques et financières de la société « CLAMENS SA » ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté préfectoral n° 2011/DRIEE/72 du 17 octobre 2011 portant dérogation pour la destruction, l'altération, ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées) est valable jusqu'à la fin de l'exploitation de la carrière et que le présent arrêté ne le modifie pas ;

**CONSIDÉRANT** l'obligation prévue par l'article L. 411-1A du Code de l'environnement du versement des données brutes de biodiversité pour contribution à l'inventaire du patrimoine national ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités de remise en état du site, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, permettent de limiter les inconvénients et dangers de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation environnementale sont réunies ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne,

## ARRÊTE

### **Article premier :**

La société « CLAMENS SA », dont le siège social est situé ZI Sud – rue des Carrières – 77 270 Villeparisis, est autorisée à poursuivre l'exploitation et à modifier les conditions de remise en état de la carrière de sablons et de calcaires située au lieu-dit « la Marguerite », sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77 440), selon les prescriptions mentionnées dans l'annexe jointe.

### **Article 2 :**

L'exploitant met en œuvre toutes les mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement prévues dans sa demande d'autorisation environnementale.

### **Article 3 : Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 4 : Sanctions**

En cas de non-respect de l'une des prescriptions fixées par le présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

### **Article 5 : Information des tiers**

Conformément à l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Trocy-en-Multien, ou elle peut être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Trocy-en-Multien pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé à la Préfecture de Seine-et-Marne (Direction de la coordination des services de l'État – Bureau des procédures environnementales – 12, rue des Saints-Pères – 77 010 MELUN Cedex) par le maire de Trocy-en-Multien ;
- 3° Le présent arrêté est adressé aux conseils municipaux des communes de Trocy-en-Multien, Étrepilly, Congis-sur-Thérouanne, Le Plessis-Placy, Varreddes, Germigny-l'Évêque, Lizysur-Ourcq, Chambry, Puissieux et Vincy-Manoeuvre
- 4° Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département de Seine-et-Marne (<https://www.seine-et-marne.gouv.fr>) pendant une durée minimale de quatre mois.


L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

### **Article 6 : Notification et exécution**

- le Secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-préfet de Meaux,
- le Maire de Trocy-en-Multien,
- la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,
- le Directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne,
- la Cheffe de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant sous pli recommandé avec avis de réception.

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture par suppléance

  
Olivier GERSTLÉ

**Destinataires d'une copie :**

- Monsieur le sous-préfet de Meaux,
- Mesdames et Messieurs les maires des communes de Trocy-en-Multien, Étrepilly, Congis-sur-Thérouanne, Le Plessis-Placy, Varreddes, Germigny-l'Évêque, Lizysur-Ourcq, Chambry, Puissieux et Vincy-Manoeuvre,
- Monsieur le Directeur départemental du Service d'incendie et de secours (SDIS) de Seine-et-Marne,
- Madame la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (Service nature et paysage, Service connaissance et développement durable),
- Monsieur le Directeur départemental des territoires de Seine-et-Marne (SEPR),
- Madame la Directrice de la délégation départementale de Seine-et-Marne de l'Agence régionale de santé de d'Île-de-France,
- Madame la Cheffe de l'unité départementale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France.

**Délais et voies de recours :**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
  - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.

## ANNEXE

**à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA  
à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires  
sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral  
n° 2022/05/DCSE/BPE/M du 20/04/2022

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général par suppléance

Olivier GERSTLÉ

## TABLE DES MATIÈRES

<b>CHAPITRE 1 - CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION.....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 1.1 - ACTES ANTÉRIEURS.....	5
ARTICLE 1.2 - RUBRIQUE DE CLASSEMENT AU TITRE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES.....	5
ARTICLE 1.3 - LISTE DES ACTIVITÉS RÉPERTORIÉES DANS LA NOMENCLATURE IOTA.....	6
ARTICLE 1.4 - CARACTÉRISTIQUES DE LA CARRIÈRE.....	6
Article 1.4.1 - Références cadastrales et territoriales.....	6
Article 1.4.2 - Périmètre de l'autorisation.....	7
Article 1.4.3 - Tonnage d'extraction.....	7
Article 1.4.4 - Installations de traitement des matériaux.....	7
Article 1.4.5 - Horaires d'activités.....	7
Article 1.4.6 - Réglementation générale.....	7
Article 1.4.7 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement.....	7
<b>CHAPITRE 2 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION.....</b>	<b>8</b>
ARTICLE 2.1 - CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	8
ARTICLE 2.2 - DURÉE DE VALIDITÉ DE L'AUTORISATION.....	8
ARTICLE 2.3 - PORTER À CONNAISSANCE.....	8
ARTICLE 2.4 - MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS.....	9
ARTICLE 2.5 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT.....	9
ARTICLE 2.6 - CESSATION D'ACTIVITÉ.....	9
ARTICLE 2.7 - CONTRÔLES ET ANALYSES.....	9
ARTICLE 2.8 - ACCIDENTS ET INCIDENTS.....	10
<b>CHAPITRE 3 - AUTRES RÉGLEMENTATIONS.....</b>	<b>11</b>
ARTICLE 3.1 - RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	11
<b>CHAPITRE 4 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES.....</b>	<b>12</b>
SECTION 1 - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES.....	12
ARTICLE 4.1 - INFORMATION DU PUBLIC.....	12
ARTICLE 4.2 - BORNAGE.....	12
ARTICLE 4.3 - EAUX DE RUISSELLEMENT.....	12
ARTICLE 4.4 - ACCÈS.....	12
ARTICLE 4.5 - ÉQUIPEMENTS.....	12
ARTICLE 4.6 - POURSUITE DE L'EXPLOITATION.....	12
SECTION 2 - CONDUITE DE L'EXPLOITATION À CIEL OUVERT.....	13
ARTICLE 4.7 - PHASAGE DE L'EXPLOITATION.....	13
ARTICLE 4.8 - DÉBOISEMENT ET DÉFRICHEMENT.....	13
ARTICLE 4.9 - TECHNIQUE DE DÉCAPAGE.....	13
ARTICLE 4.10 - PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE.....	13
ARTICLE 4.11 - EXTRACTION.....	14
Article 4.11.1 - Épaisseur d'extraction.....	14
Article 4.11.2 - Front d'exploitation.....	14
Article 4.11.3 - Extraction en nappe alluviale.....	14
Article 4.11.4 - Exploitation en nappe phréatique.....	14
Article 4.11.5 - Abattage à l'explosif.....	14
ARTICLE 4.12 - REMISE EN ÉTAT.....	14
Article 4.12.1 - Élimination des produits polluants.....	14
Article 4.12.2 - Remise en état du site.....	14
Article 4.12.3 - Remblayage de la carrière.....	16
Article 4.12.4 - Déclaration de fin de travaux.....	20
Article 4.12.5 - Remise en état agricole.....	21
ARTICLE 4.13 - SÉCURITÉ DU PUBLIC.....	21
Article 4.13.1 - Limitation d'accès.....	21



**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA  
à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires  
sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état

Article 4.13.2 - Distances limites et zones de protection.....	21
ARTICLE 4.14 - CONSIGNES ET PLANS.....	22
Article 4.14.1 - Consignes d'exploitation.....	22
Article 4.14.2 - Plan d'exploitation.....	22
Article 4.14.3 - Plan de gestion des déchets d'extraction.....	23
<b>CHAPITRE 5 - PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>24</b>
ARTICLE 5.1 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	24
ARTICLE 5.2 - IMPACTS SUR LE MILIEU NATUREL.....	24
Article 5.2.1 - Mesures d'évitement et de réduction en phase travaux.....	24
Article 5.2.2 - Mesures d'accompagnement.....	24
Article 5.2.3 - Mesures de suivi.....	25
Article 5.2.4 - Dépôt légal obligatoire des données de biodiversité.....	25
Article 5.2.5 - Contrôles et sanctions.....	25
<b>CHAPITRE 6 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS.....</b>	<b>27</b>
ARTICLE 6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	27
ARTICLE 6.2 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	27
Article 6.2.1 - Prélèvements et consommation d'eau.....	27
Article 6.2.2 - Rejets des effluents aqueux.....	27
Article 6.2.2.1 - Identification des effluents.....	27
Article 6.2.2.2 - Eaux pluviales.....	27
Article 6.2.2.3 - Conception et gestion des ouvrages.....	28
Article 6.2.2.4 - Aménagement de points de prélèvement.....	28
Article 6.2.2.5 - Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets (eaux pluviales et eaux de lavage).....	28
Article 6.2.2.6 - Contrôle des rejets aqueux.....	28
Article 6.2.2.7 - Eaux usées.....	29
Article 6.2.3 - Eaux souterraines.....	29
Article 6.2.3.1 - Réseau de surveillance.....	29
Article 6.2.3.2 - Implantation des piézomètres.....	29
Article 6.2.3.3 - Suivi piézométrique.....	30
Article 6.2.3.4 - Programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines.....	31
Article 6.2.3.5 - Conditions de surveillance et d'abandon d'un forage.....	31
ARTICLE 6.3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	31
Article 6.3.1 - Dispositions générales.....	31
Article 6.3.2 - Dispositions particulières.....	32
ARTICLE 6.4 - DÉCHETS PRODUITS.....	32
Article 6.4.1 - Limitation de la production de déchets.....	32
Article 6.4.2 - Séparation des déchets.....	33
Article 6.4.3 - Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets.....	33
Article 6.4.4 - Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement.....	33
Article 6.4.5 - Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement.....	34
Article 6.4.6 - Transport.....	34
Article 6.4.7 - Déchets de l'industrie extractive.....	34
ARTICLE 6.5 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	35
Article 6.5.1 - Dispositions générales.....	35
Article 6.5.1.1 - Aménagements.....	35
Article 6.5.1.2 - Véhicules et engins.....	35
Article 6.5.1.3 - Appareils de communication.....	35
Article 6.5.2 - Niveaux acoustiques.....	35
Article 6.5.2.1 - Valeurs limites d'émergence.....	35
Article 6.5.2.2 - Niveaux limites de bruit en limite d'exploitation.....	36
Article 6.5.2.3 - Tonalité marquée.....	36
Article 6.5.2.4 - Contrôle des niveaux de bruit et de l'émergence.....	36
Article 6.5.3 - Vibrations.....	36
Article 6.5.3.1 - Tirs de mines (sans objet).....	36

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
**portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA**  
**à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires**  
**sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état**

Article 6.5.3.2 - Activités hors tirs de mines.....	36
ARTICLE 6.6 - PRÉVENTION DES NUISANCES LUMINEUSES.....	37
ARTICLE 6.7 - TRANSPORT DES MATÉRIAUX ET CIRCULATION.....	37
<b>CHAPITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES.....</b>	<b>38</b>
ARTICLE 7.1 - GÉNÉRALITÉS.....	38
Article 7.1.1 - Propreté de l'installation et de ses abords.....	38
Article 7.1.2 - Contrôle des accès.....	38
Article 7.1.3 - Circulation dans l'établissement.....	38
ARTICLE 7.2 - PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....	38
Article 7.2.1 - Règles d'exploitation.....	38
Article 7.2.2 - Travaux.....	39
Article 7.2.3 - Contenu du permis de travail ou de feu.....	39
Article 7.2.4 - Produits – substances dangereuses.....	40
Article 7.2.5 - Consignes de sécurité.....	40
Article 7.2.6 - Formation du personnel.....	40
Article 7.2.7 - Prévention des risques d'origine électrique.....	41
Article 7.2.8 - Moyens de lutte contre l'incendie.....	41
Article 7.2.9 - Abattage à l'explosif (sans objet).....	41
ARTICLE 7.3 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	41
<b>CHAPITRE 8 - GARANTIES FINANCIÈRES.....</b>	<b>43</b>
ARTICLE 8.1 - MONTANTS DE RÉFÉRENCE DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	43
ARTICLE 8.2 - CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	44
ARTICLE 8.3 - RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	44
ARTICLE 8.4 - ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	44
ARTICLE 8.5 - MODIFICATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	45
ARTICLE 8.6 - ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES.....	45
ARTICLE 8.7 - APPEL AUX GARANTIES FINANCIÈRES.....	45
ARTICLE 8.8 - DOCUMENT À TRANSMETTRE CONCERNANT LE SUIVI DES GARANTIES FINANCIÈRES.....	46
<b>CHAPITRE 9 - DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION ET DOCUMENTS À TRANSMETTRE.....</b>	<b>47</b>
<b>CHAPITRE 10 - DÉCLARATION ANNUELLE.....</b>	<b>49</b>

## PLANS ANNEXÉS

- ANNEXE 1 : Plan de situation (carte de localisation des terrains concernés par la demande d'autorisation)
- ANNEXE 2 : Plan parcellaire
- ANNEXE 3 : Plan de phasage de l'exploitation du gisement et de remise en état
- ANNEXE 4 : Plan de remise en état de la carrière
- ANNEXE 5 : Plan de la zone à défricher sur les parcelles ZH 22 et ZH 71
- ANNEXE 6 : Arrêté n°2011/DRIEE/72 portant dérogation pour la destruction, l'altération, ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées
- ANNEXE 7 : Plan de localisation des piézomètres de surveillance

## CHAPITRE 1 - CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION

### ARTICLE 1.1 - ACTES ANTÉRIEURS

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2011/DCSE/M021 du 20 décembre 2011 autorisant la société CLAMENS à exploiter une carrière de sablon et de calcaire sur le territoire de la commune de TROCY-EN-MULTIEN sont remplacées par les prescriptions du présent arrêté.

### ARTICLE 1.2 - RUBRIQUE DE CLASSEMENT AU TITRE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les activités exercées relèvent de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) conformément au tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation ou de l'activité et volume demandé
2510	A	Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux	Extraction de sablon et de calcaire Superficie totale : 29 ha 76 a 55 ca Capacité totale de matériaux à extraire : 3 000 000 t Production maximale : 145 000 t/an Superficie du réaménagement : 23 ha 29 a Volume de remblais total : 3 485 500 m <sup>3</sup> Volume de remblais restant : 2 595 500 m <sup>3</sup> Apports moyens : 146 700 t/an Maximum : 230 000 t/an Durée restante avec le réaménagement global : 24 ans
2515-1	E	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	Installations de concassage – Puissance totale des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation : 260 Kw
4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	Une cuve aérienne, double enveloppe, de 6.000 litres de GNR (gazole non routier) pour le plein des engins du site.
1434	NC	Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C, fiouls lourds, pétroles bruts (installation de remplissage ou de distribution à l'exception des stations-services visées à la rubrique 1435).	Poste de distribution de carburant avec pistolet de 80 l/mn soit 4,8 m <sup>3</sup> /h en dessous du seuil de déclaration de 5 m <sup>3</sup> /h

\* A : autorisation ; E : enregistrement ; NC : non classé.

### ARTICLE 1.3 - LISTE DES ACTIVITÉS RÉPERTORIÉES DANS LA NOMENCLATURE IOTA

Les activités exercées relèvent de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) en application des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique Alinéa	Régime*	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature de l'installation	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
1.1.1.0	D	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique exécuté en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	Forage	
1.1.2.0.	NC	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé		Débit d'exhaure de 5 000 m³/an donc inférieur à 10 000 m³/an
2.1.5.0.	A	Rejet des eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : - Supérieure ou égale à 20 ha (A)	Carrière	Bassin versant interne à l'installation totale (clôturée) : 29,74 ha

\* A : autorisation ; D : déclaration ; NC : non classé

### ARTICLE 1.4 - CARACTÉRISTIQUES DE LA CARRIÈRE

#### Article 1.4.1 - Références cadastrales et territoriales

L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire sur les parcelles suivantes :

Section	Numéro parcelle	Lieu-dit	Surface totale de la parcelle (en m²)	Surface autorisée (en m²)
ZH	21	La marguerite	7040	7040
ZH	22	La marguerite	57510	57510
ZH	23	La Marguerite	215630	215630
ZH	54	Les Fonds de Molignon	286	286
ZH	55	Les Fonds de Molignon	525	525
ZH	70	Champallard	1560	1560
ZH	71	Champallard	9114	9114
ZH	73	Champallard	800	800
ZH	74	Champallard	5190	5190
			<b>TOTAL</b>	<b>297655</b>

Lorsqu'il a connaissance d'un remembrement ou d'une modification cadastrale affectant les parcelles ci-dessus, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées a minima lors de la transmission du ou des plans établis en application de l'article 4.14.2 de la présente annexe.

#### **Article 1.4.2 - Périmètre de l'autorisation**

Le plan de situation, le plan parcellaire et le plan de remise en état sont annexés au présent arrêté.

#### **Article 1.4.3 - Tonnage d'extraction**

Le gisement de calcaires et de sables exploitables est estimé à 3 000 000 tonnes.

La production maximale d'extraction de matériaux est de 145 000 tonnes par an (100 000 tonnes en moyenne annuelle).

#### **Article 1.4.4 - Installations de traitement des matériaux**

Un crible à sable est installé à demeure sur le fond de la carrière. Un concasseur et un crible réalisent les campagnes de traitement des blocs calcaires.

#### **Article 1.4.5 - Horaires d'activités**

Les horaires d'activités sont du lundi au vendredi de 7h00 à 18h00. Aucune activité n'a lieu les dimanches et jours fériés.

#### **Article 1.4.6 - Réglementation générale**

Les dispositions générales de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières sont applicables sous réserve des dispositions particulières prévues par le présent arrêté.

#### **Article 1.4.7 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

---

## **CHAPITRE 2 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION**

---

### **ARTICLE 2.1 - CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande, sous réserve du droit des tiers.

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état, par phases coordonnées, conformément aux schémas d'exploitation et de la remise en état mentionnée à l'article 4.12 de la présente annexe, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande d'autorisation, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2.2 - DURÉE DE VALIDITÉ DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est accordée pour une durée de 24 ans, remise en état comprise, à compter de la notification du présent arrêté.

Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de sa notification à l'exploitant, ou si les installations n'ont pas été exploitées durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prolongation de délai.

### **ARTICLE 2.3 - PORTER À CONNAISSANCE**

Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 du code de l'environnement inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Lorsque son projet est soumis à un examen au cas par cas, l'exploitant saisit l'autorité mentionnée au IV de l'article L. 122-1 du code de l'environnement afin de déterminer si celui-ci doit être soumis à évaluation environnementale, par combinaison des articles L. 181-5 et L. 181-14 du code de l'environnement, en présentant le projet.

En vertu de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, l'exploitant souhaitant présenter un dossier vérifie si son projet répond aux critères et seuils relevant d'un examen au cas par cas. Il est tenu compte des données mentionnées à l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté.

#### **ARTICLE 2.4 - MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS**

Dans le cas d'une modification notable, les études d'impact et de dangers sont actualisées. Ces actualisations complètent les éléments d'appréciation mentionnés à l'article 2.3 ci-dessus.

Lorsque la modification notable présente des dangers ou inconvénients d'une importance particulière, le préfet peut demander une tierce expertise afin de procéder à l'analyse des éléments du dossier nécessitant des vérifications particulières. Cette tierce expertise est effectuée par un organisme extérieur choisi en accord avec l'administration par l'exploitant et aux frais de celui-ci.

#### **ARTICLE 2.5 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

La demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation préfectorale conformément à l'article R. 516-1 du code de l'environnement. Le nouvel exploitant adresse au préfet :

- une demande signée conjointement par le cédant et le nouvel exploitant ;
- les documents établissant ses capacités techniques et financières ;
- l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières ;
- l'attestation du nouvel exploitant du droit de propriété ou d'utilisation des terrains, y compris le maintien de façon permanente des accès aux parcelles privées enclavées éventuelles.

#### **ARTICLE 2.6 - CESSATION D'ACTIVITÉ**

Pour l'application des dispositions des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-4 du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte est le suivant : **terrains à vocation agricole** après remise en état du site dans les conditions définies à l'article 4.12 de la présente annexe.

Lorsque la carrière est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Cette notification est accompagnée de la déclaration de fin de travaux prévue à l'article 4.12.3 de la présente annexe.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage précisé au premier alinéa du présent article.

#### **ARTICLE 2.7 - CONTRÔLES ET ANALYSES**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, à tout moment et en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de contrôles spécifiques, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, d'eaux souterraines, de déchets ou de sols ou d'apports extérieurs ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores et de vibrations, l'établissement de plans ou l'estimation des volumes des matériaux stockés.

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
**portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA**  
**à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires**  
**sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état**

Ces contrôles spécifiques, prélèvements, analyses et mesures sont réalisés par un organisme tiers agréé choisi préalablement par l'exploitant à cet effet ou soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées.

Tous les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont supportés par l'exploitant.

Les inspecteurs des installations classées et les agents chargés de la police de l'eau ont en permanence libre accès aux installations afin d'y effectuer les contrôles relevant de leur mission.

#### **ARTICLE 2.8 - ACCIDENTS ET INCIDENTS**

L'exploitant est tenu, dès qu'il en a connaissance, de prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu naturel y compris aquatique, pour évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et pour y remédier.

Le préfet et le maire de la commune concernée sont informés, dans les meilleurs délais, de tout incident ou accident présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux.

Les agents des services publics d'incendie et de secours ont accès aux propriétés privées pour mettre fin aux causes de danger ou d'atteinte au milieu aquatique et prévenir ou limiter les conséquences de l'incident ou de l'accident.

L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement du site qui sont de nature à porter atteinte à la commodité du voisinage, à la santé, la sécurité, la salubrité publiques, à l'agriculture, à la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, à l'utilisation rationnelle de l'énergie, à la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique. Il précise, dans un rapport, les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les effets sur les personnes, les biens et l'environnement, les mesures prises et/ou envisagées pour y pallier et celles prises et/ou envisagées pour éviter qu'il ne se reproduise.

Ce rapport d'accident ou d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées dans un délai de quinze jours sauf décision contraire de celle-ci.

En cas de pollution accidentelle des milieux aquatiques ou d'accident menaçant la qualité des milieux aquatiques, l'exploitant devra informer le service en charge de la police de l'eau en plus des services de la préfecture et de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (unité départementale de Seine-et-Marne).



---

### **CHAPITRE 3 - AUTRES RÉGLEMENTATIONS**

---

#### **ARTICLE 3.1 - RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS**

Les dispositions du présent arrêté sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

---

## **CHAPITRE 4 - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES**

---

### **SECTION 1 - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES**

#### **ARTICLE 4.1 - INFORMATION DU PUBLIC**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et les adresses des mairies où le plan de remise en état du site peut être consulté.

#### **ARTICLE 4.2 - BORNAGE**

L'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- le cas échéant, des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques des différentes zones remises en état et du fond de fouille.

Les bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan topographique du périmètre autorisé (une courbe tous les mètres) sur lequel la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert 93.

#### **ARTICLE 4.3 - EAUX DE RUISSELLEMENT**

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place si nécessaire à la périphérie de cette zone. Son implantation est actualisée en tant que de besoin.

#### **ARTICLE 4.4 - ACCÈS**

Les accès à la voirie publique sont aménagés de telle sorte qu'ils n'aggravent pas la situation de risque pour la sécurité publique.

Le débouché de la carrière sur les voies publiques est signalé.

#### **ARTICLE 4.5 - ÉQUIPEMENTS**

Le site est équipé d'une ou plusieurs aires étanches pour le ravitaillement des engins, reliées à un décanteur-déshuileur. Ces aires sont conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières.

#### **ARTICLE 4.6 - POURSUITE DE L'EXPLOITATION**

La poursuite de l'exploitation est réputée réalisée dès lors que :

- les aménagements et équipements tels qu'ils sont précisés aux articles 4.1 à 4.5 ci-dessus sont achevés ;

- le document justifiant de la constitution des garanties financières telles que prévues au chapitre 8 de la présente annexe, calculées avec le dernier indice TP01 disponible et conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire fixé par arrêté ministériel, est transmis au préfet.

L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune de Trocy-en-Multien la poursuite de l'exploitation.

## **SECTION 2 - CONDUITE DE L'EXPLOITATION À CIEL OUVERT**

### **ARTICLE 4.7 - PHASAGE DE L'EXPLOITATION**

Sans préjudice du respect des législations et réglementations applicables, les travaux sont conduits conformément aux dispositions du décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié instituant le règlement général des industries extractives.

L'exploitation de la carrière est conduite suivant les plans prévisionnels de phasage, dont copie est annexée au présent arrêté.

Chaque phase disposera dès sa mise en exploitation d'un repère nivelé permettant de justifier la cote du carreau qui doit rester au-dessus de la cote minimale égale à 72,5 m NGF.

### **ARTICLE 4.8 - DÉBOISEMENT ET DÉFRICHEMENT**

Sans objet.

### **ARTICLE 4.9 - TECHNIQUE DE DÉCAPAGE**

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la remise en état des lieux.

Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à 2,5 mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées.

Le stockage des stériles inertes et terres non polluées est réalisé, géré et entretenu de manière à assurer sa stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaires correspondantes.

### **ARTICLE 4.10 - PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE**

Le bénéficiaire de l'autorisation prend les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique.

Les emprises autorisées à l'extraction sont soumises à la redevance d'archéologie préventive.

Conformément au code du patrimoine (articles L.531-14 à L.531-16) réglementant en particulier les découvertes fortuites et leur protection, toute découverte de quelque ordre que ce soit (vestige, structure, objet, monnaie,...) est signalée immédiatement auprès du service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits. Tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du code pénal.

## **ARTICLE 4.11 - EXTRACTION**

### **Article 4.11.1 - Épaisseur d'extraction**

L'épaisseur moyenne d'extraction est de 21 mètres et l'épaisseur maximale de 35 mètres.

La cote minimale d'extraction est de 72,5 mètres NGF.

### **Article 4.11.2 - Front d'exploitation**

Les fronts d'exploitation sont constitués de 3 gradins de 6 m de hauteur maximum séparés par des banquettes de 12 m de largeur minimum. La pente des gradins est en tout point inférieure à 27°.

La méthode d'exploitation est adaptée en conséquence.

### **Article 4.11.3 - Extraction en nappe alluviale**

Sans objet.

### **Article 4.11.4 - Exploitation en nappe phréatique**

Sans objet.

### **Article 4.11.5 - Abattage à l'explosif**

Sans objet.

## **ARTICLE 4.12 - REMISE EN ÉTAT**

### **Article 4.12.1 - Élimination des produits polluants**

Les déchets et produits polluants résultant du fait de l'exploitation sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux jusqu'à la fin de l'exploitation.

Les déchets d'industrie extractive de cette carrière qui participent à la remise en état du site (terres végétales et stériles de découverte) sont reconnus inertes et font l'objet d'un plan de gestion prévu à l'article 4.14.3 de la présente annexe.

### **Article 4.12.2 - Remise en état du site**

La remise en état concerne les parcelles du tableau de l'article 1.4.1 de la présente annexe.

1. L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Les opérations d'extraction et de remise en état sont réalisées conformément aux plans de phasage et de remise en état annexés au présent arrêté.

La remise en état du site est totale avec démantèlement des installations et toutes ses annexes. La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation. L'extraction de matériaux commercialisables doit cesser à une date compatible avec le délai nécessaire à l'exécution des travaux de remise en état finale du site par rapport à l'échéance de la présente autorisation.

La remise en état du site doit être achevée **au plus tard un mois avant l'échéance de la présente autorisation.**

2. La remise en état est réalisée conformément au dossier de demande d'autorisation environnementale susmentionné et en particulier aux dispositions du titre 6 « Principe général du réaménagement » du tome 1 (partie technique) de l'étude d'impact.

Toute l'emprise de la carrière est remodelée pour retrouver la topographie initiale, celle d'avant exploitation des gisements, à l'exception de la zone d'équipements techniques de l'entrée. La remise en état finale part de la cote maximale 107 m NGF et rejoint la cote minimale de 93 m NGF sur une pente moyenne autour de 6 % conformément aux 3 coupes de profil annexées au présent arrêté.

La surface remodelée est de 23,29 hectares.

Le plan du modelé projeté final ainsi que le plan de remise en état figurent en annexe 4.

La remise en état du site comprend :

- la mise en sécurité des fronts d'exploitation ;
- le démontage des installations ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures, infrastructures et stocks n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- la suppression de tous les merlons ;
- le comblement des piézomètres et du forage ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site ;
- le décapage sélectif et la conservation des terres végétales et stériles de découverte ;
- le déboisement des parcelles ZH 22 et ZH 71 sur une surface de 13 747 m<sup>2</sup> ; la localisation de ce défrichement est précisée sur le plan de l'annexe 5 du présent arrêté.
- une couche de protection constituée de 1,5 m de marne ou d'un mélange de marne et de limons du site, sur l'ensemble du carreau de la carrière ;
- la mise en place d'une digue au Nord de la carrière en matériaux inertes, constituée de 3 parties avec pentes de 2/1 ; chaque palier de 5 m de hauteur est décalé de celui du dessous par un redan de 4/5 m de largeur, soit 3 digues superposées et 2 paliers intermédiaires de 5 m de largeur ; les caractéristiques des matériaux non sableux constituant cette digue présente a minima un angle de frottement de 30° et une cohésion de 50 kPa ; cette digue est élevée par paliers au fur et à mesure du remplissage en remblais inertes sur sa face opposée ;
- le profilage paysager avec les remblais inertes, constitué principalement des produits « Ecoforme » provenant du recyclage des boues réalisé sur la plate-forme industrielle de l'exploitant situé sur la commune de VILLEPARISIS, ainsi que les terres provenant des activités du groupe de la société CLAMENS (groupe ENSIS) et les terres de découvertes restantes sur une épaisseur moyenne de 21,5 m et représentant un volume global de remblaiement de 3 485 500 m<sup>3</sup> ; le remblayage respecte les dispositions de l'article 4.12.3 du présent arrêté ;
- la couverture des remblais, d'une épaisseur totale de 1,5 m, composée des couches successives suivantes décrite de bas en haut :
  - une couche imperméable argileuse d'une perméabilité inférieure à 10<sup>-9</sup> m/s et d'une épaisseur de 0,5 m ;
  - un géocomposite de drainage ;
  - une couche de limons provenant en grande partie des terres de découvertes de la carrière mises en réserves, d'une épaisseur de 0,8 m pour la protection des couches sous-jacentes et jouant un rôle de remise en culture ;
  - les terres végétales d'une épaisseur de 0,2 m pour la remise en culture ;

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA  
à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires  
sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état

- l'engazonnement pour stabilisation rapide ; les surfaces réaménagées ont une vocation de jachère sous forme de prairie de fauche ;
- une liaison boisée est réalisée entre les deux bosquets en limite Sud-Ouest du site ; les espèces d'arbres et arbustes plantés seront équivalentes à celles présentes dans les bosquets contigus ; les plantations se font dans les premières phases de réaménagement afin de créer un écran visuel à moyen terme ;
- une falaise écologique dédiée à l'accueil des hirondelles de rivage est aménagée sur le coteau nord, aux abords du chemin rural dit des vaches, sur un linéaire de 50 mètres ; cette falaise, sécurisée afin d'éviter la chute de promeneurs, est composée de :
  - une hauteur de 2 mètres minimum de sable correspondant à la partie prospectée par les hirondelles, avec un profil vertical.
  - une hauteur de 2 mètres de falaise dans l'horizon sous jacent de sable plus ocre, avec un profil subvertical ou de type 3/1.
  - une hauteur de 1,5 mètres de falaise dans l'horizon des dalles calcaires, la hauteur et le profil seront variables en fonction des possibilités de dislocation des blocs,
  - le linéaire du front de nidification est de 50 mètres pour une hauteur efficace de plus de 5,5 mètres et deux flancs qui permettent une entrée en terre ou un raccordement harmonieux au terrain remodelé.
- un réseau de gestion des eaux pluviales basé sur leur infiltration in situ ; ce réseau est composé de fossés implantés en couverture finale qui collectent les eaux pluviales de leur bassin versant avant de les diriger vers les noues d'infiltration, puis dans les bassins d'infiltration ; le site est partagé en 5 bassins versants et possèdent 3 bassins d'infiltration conformément au plan à l'annexe 4 du présent arrêté ;

Toute modification des conditions de remise en état entre dans le champ de l'application de l'article 2.3 de la présente annexe.

#### **Article 4.12.3 - Remblayage de la carrière**

Le remblayage est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ni à la qualité et au bon écoulement des eaux.

##### 1. Caractéristiques des remblais :

Les matériaux suivants sont utilisés pour le remblayage de la carrière :

- les stériles de découverte des terrains de la carrière ;
- les produits « Ecoforme » issus du recyclage des boues effectué sur la plate-forme industrielle de l'exploitant située rue des Carrières, sur la zone industrielle Sud de VILLEPARISIS (77270) ;
- des terres excavées issues des activités du groupe de CLAMENS (groupe ENSIS).

Le produit « Ecoforme » et les terres excavées issues des activités du groupe de CLAMENS (groupe ENSIS) respectent les conditions d'admission définies à l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées, à l'exception des valeurs limites d'admission pour les sulfates, les chlorures, la fraction soluble, le molybdène, le sélénium et les fluorures.

En application des dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susmentionné, les valeurs limites d'admission pour les sulfates, les chlorures, la fraction soluble, le

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA  
à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires  
sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état

molybdène, le sélénium et les fluorures fixée à l'annexe II de ce même arrêté sont adaptées conformément aux dispositions du tableau suivant :

Paramètres	Valeurs limites (exprimées en mg/kg de matière sèche)
Chlorures	2400
Sulfates	3000
Fraction soluble	12000
Molybdène	1
Sélénium	0,2
Fluorures	20

## 2. Phasage de remblaiement et de couverture

Le tonnage annuel moyen de remblais externes est de 146 700 t/an pendant les 19 premières années et atteint 230 00 tonnes pendant les 5 dernières années.

La couverture finale des remblais, d'une épaisseur de 1,5 m et constituée d'une couche imperméable argileuse d'une perméabilité inférieure à  $10^{-9}$  m/s et d'une épaisseur de 0,5 m, d'un géocomposite de drainage, d'une couche de limons et de terres végétales d'une épaisseur de 0,2 m pour la remise en culture est réalisée selon le phasage décrit dans les plans en annexe 3 et dans le tableau suivant :

Années	Surface réaménagée sur la période (m <sup>2</sup> )	Cumul surface réaménagée (m <sup>2</sup> )
0 à 2	6 800	6 800
2 à 4	20 713	27 513
4 à 6	14 125	41 638
6 à 8	17 909	59 547
8 à 10	27 153	86 700
10 à 12	14 410	101 110
12 à 14	15 122	116 232
14 à 16	15 572	131 804
16 à 18	15 822	147 626
18 à 20	22 931	170 557
20 à 22	20 667	191 224
22 à 24	41 695	232 919

## 3. Modalité de remblaiement

Les zones dédiées au remblaiement sont distinctes des zones d'extraction.

Les camions vident les remblais sur une zone plate préalablement préparée, plate et légèrement en pente pour maîtriser les écoulements. Chaque livraison se fait par petits tas contigus pour en faciliter le contrôle visuel.

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA  
à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires  
sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état

Le volume global de remblaiement est de 3 485 500 m<sup>3</sup>.

Le remblai se fera au moyen de deux paliers d'une hauteur de 10 m.

Le plateau aura une largeur d'au moins 12 m pour permettre la rotation de l'engin.

#### 4. Procédure d'acceptabilité des remblais extérieurs

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets extérieurs dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et utilisés dans le remblayage de la carrière.

L'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les produits « Ecoforme » ne proviennent que de sa plate-forme industrielle située rue des Carrières, sur la zone industrielle Sud de VILLEPARISIS (77270) ;
- que les remblais extérieurs respectent au minimum les valeurs limites imposées au paragraphe 1. « Caractéristiques des remblais » de l'article 4.12.3 susmentionné ; l'exploitant procède également à un échantillonnage aléatoire sur certains chargements et systématique en cas de doute sur la possibilité d'accepter des remblais extérieurs dans l'installation. En cas de résultats d'analyses non conformes, la demande d'acceptation préalable est invalidée, les apports extérieurs de matériaux sont stoppés et une étude d'impact est réalisée par l'exploitant pour déterminer si les matériaux apportés doivent être retirés du site.

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets extérieurs un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets en référence à la liste des déchets mentionnée à l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable susmentionnée.

Le document précité est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité de ce document est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant jusqu'au récolement de la carrière et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Pour le cas particulier des produits « Ecoforme », la procédure d'acceptation préalable susmentionnée est réalisée mensuellement. Avant la livraison ou au moment de celle-ci, l'exploitant de la



**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
**portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA**  
**à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires**  
**sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état**

carrière demande à l'exploitant de la plate-forme industrielle de la société CLAMENS située rue des Carrières, sur la zone industrielle Sud de VILLEPARISIS (77270) les résultats de l'acceptation préalable susmentionnée. Le document précité est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité de ce document est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant de la carrière jusqu'au récolement de la carrière et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Avant d'être admis, tout déchargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant.

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document préalable par les informations minimales suivantes :

- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes pour l'Ecoforme ; pour les matériaux inertes autres que l'ECOFORME, la quantification se fera au volume et le tonnage sera exprimé sur la base d'une densité apparente foisonnée ;
- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.

L'exploitant tient à jour un registre d'admission sur lequel sont répertoriés, pour chaque déchargement de déchets présenté :

- la provenance ;
- les quantités ;
- les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés ;
- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif du refus d'admission.

Ce registre est conservé jusqu'au récolement de la carrière et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient également à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. L'exploitant prend toutes les dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier :

- l'exploitant ou son préposé vérifie la conformité des matériaux à décharger avec le bordereau de suivi, notamment leur origine et le type de chantier ;
- il vérifie visuellement la nature des matériaux à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ;
- il fait procéder au déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet au droit de la zone de remblai en cours ;

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
**portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA**  
**à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires**  
**sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état**

- soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé ;
- le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé ayant autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés.

À titre exceptionnel, les matériaux d'apport extérieur dont l'exploitant ou son préposé reconnaît, après le départ du véhicule, que la nature n'est pas conforme aux prescriptions du présent article peuvent être stockés dans une benne présente sur le site.

Cette benne de refus est évacuée par l'exploitant vers un centre dûment autorisé. Ces différentes opérations sont inscrites sur le registre susvisé.

Un suivi mensuel des volumes apportés est tenu à jour ainsi qu'un bilan annuel.

#### **Article 4.12.4 - Déclaration de fin de travaux**

Lorsque les travaux de remise en état du site sont réalisés, l'exploitant adresse au préfet une déclaration de fin de travaux qui comporte :

- le plan topographique à jour du périmètre autorisé (une courbe tous les mètres) ;
- le plan de remise en état définitif accompagné de photographies ;
- la liste à jour des propriétaires fonciers et leurs adresses ;
- un mémoire sur l'état du site précisant notamment :
  - les incidents intervenus au cours de l'exploitation ;
  - les conséquences prévisibles de la fin d'activité sur le milieu ;
  - les mesures prises pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
  - les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
  - les mesures de maîtrise de risque liées aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini par les documents de planification en vigueur ;
  - en cas de besoin, la surveillance à exercer ;
  - les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

La conformité des travaux de remise en état est constatée par procès-verbal de récolement établi par l'inspection des installations classées.

Le procès-verbal de récolement ne peut en aucune façon être assimilé à un quitus donné à l'exploitant. Le préfet demeure compétent pour imposer des prescriptions complémentaires s'il apparaît que les travaux réalisés s'avèrent insuffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

En ce qui concerne l'abandon des piézomètres de surveillance du site et n'ayant plus d'utilité après la remise en état au vu du mémoire prévu ci-dessus, l'exploitant communique au préfet dans les deux mois qui suivent leur comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de

comblement effectués. Ce rapport de travaux peut être distinct et postérieur au mémoire prévu ci-dessus sans toutefois intervenir moins de trois mois avant l'échéance du présent arrêté.

#### **Article 4.12.5 - Remise en état agricole**

L'exploitant procède à la remise en état en terres agricoles selon les règles de l'art :

- éviter au maximum de rouler sur les couches remises en place ;
- la terre végétale et les stériles de découverte conservés sur place ne doivent pas être compactés au moment de la remise en état ;
- les engins utilisés seront équipés de pneumatiques basse pression ou seront à chenilles ;
- les matériaux de découverte sont à manipuler en conditions sèches ;
- le toit du remblai doit être décompacté et nivelé selon des pentes suivant celles de la remise en état à obtenir ;
- le ripage et le régalaage de la terre minérale seront menés de façon conjointe par bandes ;
- les engins travaillant au régalaage de la terre minérale ne devront pas rouler sur la surface ripée et régalaée où la terre minérale sera déposée ;
- la terre minérale sera nivelée en respectant la pente du toit du remblai pour éviter l'apparition de mouillères ;
- un décompactage profond sera effectué, en passages croisés, avant la mise en place de la terre végétale de surface ;
- avant toute plantation, un labour sera effectué après mise en place de la terre végétale ;
- un travail du sol superficiel émiettera et tassera légèrement la terre fine de surface pour préparer le lit de semence et assurer une bonne remontée capillaire de l'eau et une régularité du sol ;
- toutes ces opérations devront impérativement être effectuées en conditions sèches afin d'optimiser leurs effets.

### **ARTICLE 4.13 - SÉCURITÉ DU PUBLIC**

#### **Article 4.13.1 - Limitation d'accès**

Durant les heures d'activité précisées à l'article 1.4.5 de la présente annexe, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de la carrière est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace empêche l'accès aux zones dangereuses et aux zones de travaux, particulièrement les fronts d'exploitation et les zones en eau. Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé.

#### **Article 4.13.2 - Distances limites et zones de protection**

Les bords supérieurs des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, des clôtures même provisoires ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

L'extraction ne pourra être réalisée à une distance inférieure à 150 mètres du forage de reconnaissance BSS:01555X0071.

## **ARTICLE 4.14 - CONSIGNES ET PLANS**

### **Article 4.14.1 - Consignes d'exploitation**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans la carrière.

### **Article 4.14.2 - Plan d'exploitation**

Il est établi un ou plusieurs plans au 1/2 000<sup>e</sup> de la carrière sur fond cadastral.

Sur ce ou ces plans sont reportés :

- l'échelle et l'orientation ;
- les zones en défens (éventuellement réactualisées en fonction des suivis écologiques réalisés) ;
- les limites du périmètre autorisé et les limites du périmètre d'extraction sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- le phasage d'exploitation tel que défini à l'article 4.7 et 4.12.3 de la présente annexe et la côte du fond de fouille ;
- les bandes de 10 mètres mentionnées à l'article 4.13.2. de la présente annexe ;
- les clôtures, les portails et les bornes mentionnées à l'article 4.2 de la présente annexe ;
- les zones en cours d'exploitation ;
- les zones déjà exploitées non remises en état ;
- les zones remises en état sans apport de matériaux extérieurs ;
- les zones remises en état avec apport de matériaux extérieurs ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les installations de toute nature (bascule, locaux...) ;
- les pistes et voies de circulation y compris hors périmètre ;
- la position des piézomètres ;
- les valeurs et localisations des éléments S1, S2 et S3 définis à l'article 8.1 de la présente annexe.

Ce ou ces plans sont mis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et sont accompagnés de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...). Il sera notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site ainsi que les volumes des vides à combler.

Une copie de ce ou ces plans, certifiée conforme, datée et signée par l'exploitant et leurs annexes sont adressées à l'inspection des installations classées au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de l'année N+1.

#### **Article 4.14.3 - Plan de gestion des déchets d'extraction**

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

---

## **CHAPITRE 5 - PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT**

---

### **ARTICLE 5.1 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer la carrière et les installations dans le paysage et de limiter l'impact visuel dans la conduite de l'exploitation.

L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments, installations et merlons sont entretenus en permanence.

Les abords du site, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Les voies de circulation internes et les aires de stationnement sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de la carrière ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont, chacune d'elles, réduites au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement. Ces surfaces sont conformes aux plans de phasage annexés au présent arrêté.

Ne sont stockés sur le site de la carrière que les matériaux à traiter, les matériaux de découverte, les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état.

La remise en état est effectuée de manière progressive et coordonnée à l'exploitation.

Des mesures efficaces visant à réduire l'impact visuel sont adoptées, en particulier :

- des merlons végétalisés sont mis en place en bordure du site,
- le désherbage est réalisé par des moyens mécaniques,
- le stock de calcaire ne pourra excéder une cote de 110 m NGF.

### **ARTICLE 5.2 - IMPACTS SUR LE MILIEU NATUREL**

#### **Article 5.2.1 - Mesures d'évitement et de réduction en phase travaux**

Les mesures d'évitement et de réduction suivantes seront mises en œuvre :

- le décapage sélectif lors des excavations avec un stockage différencié au droit de la carrière avec panneautage (terre végétale et sol) ;
- la réalisation des travaux de décapage des milieux superficiels en période favorable pour réduire la perturbation de la faune, d'octobre à mars.

#### **Article 5.2.2 - Mesures d'accompagnement**

Les mesures d'accompagnement suivantes seront mises en œuvre :

- la réutilisation des sols extraits et de la terre végétale pour les deux couches de finition de l'aménagement paysager ;

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
**portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA**  
**à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires**  
**sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état**

- la réalisation de la digue d'entrée en matériaux inertes (terres de découverte de la carrière ou terres excavées extérieures si les terres sont appropriées) ;
- la tonte de la friche avec export des déchets de tonte vers une zone de reprise ultérieure ;
- les plantations d'arbustes et d'arbres d'espèces locales variées choisies pour s'adapter au mieux aux évolutions climatiques attendues (réchauffement) de la région, en haie pour tracer le corridor ;
- les abords du bassin B1 seront aménagés en pente douce en fin d'exploitation pour favoriser la colonisation par des espèces plus variées ;
- tous les bassins seront équipés d'échelle à faune ;
- la plantation de la digue : cela permettra de limiter la vision déjà peu impactante, sur le nouveau profil paysager (vision en travers) ;
- le renforcement de la haie nord-ouest, également pour limiter cette même vision ;
- la rapidité du réaménagement de l'ancienne carrière : les 3-4 prochaines années seront consacrées à ce réaménagement qui sera reverdi au fur et à mesure de son avancée.

#### **Article 5.2.3 - Mesures de suivi**

La mise en œuvre des mesures prévues aux articles 5.2.1 et 5.2.2 fait l'objet d'un suivi écologique et d'une évaluation tous les 2 ans pendant 10 ans à compter de l'année de démarrage du décapage sélectif.

Le bénéficiaire transmet à la DRIEAT, avant le 31 décembre de chaque année, un bilan des actions mises en œuvre en application des articles 5.2.1, 5.2.2 et 5.2.3 du présent arrêté et des dispositions de l'arrêté préfectoral n°2011/DRIEE/72 du 17 octobre 2011 susvisé, et le cas échéant une synthèse du suivi des espèces protégées.

Ce rapport comprend le certificat de dépôt des données sur la plateforme numérique depobio. Ainsi, les données brutes d'observation devront être conformes aux spécifications du SINP (Système d'Information Nature et Paysage).

#### **Article 5.2.4 - Dépôt légal obligatoire des données de biodiversité**

Pour répondre à l'obligation prévue au I de l'article L. 411-1 A du code de l'environnement, les maîtres d'ouvrage, publics ou privés, apportent une contribution à l'inventaire du patrimoine naturel en versant les données brutes de biodiversité (études préalables et de suivi) dans le système d'information de l'inventaire du patrimoine naturel (SINP). Les données d'observation répondent aux exigences du SINP : données géoréférencées au format numérique, avec une liste de champs obligatoires.

Dans ce cadre, le ministère de la transition écologique et solidaire a créé un site dédié à ce dépôt légal des données brutes de biodiversité « DEPOBIO », sur lequel le bénéficiaire de l'autorisation trouvera toutes les informations nécessaires et les outils pratiques lui permettant d'effectuer le versement des données brutes des études écologiques transmises : <https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr>.

#### **Article 5.2.5 - Contrôles et sanctions**

La mise en œuvre des dispositions du présent arrêté en matière de protection du patrimoine naturel peut faire l'objet de contrôles par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
**portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA**  
**à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires**  
**sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état**

l'article L. 415-3 du code de l'environnement. Ces infractions sont punies des peines prévues au même article L. 415-3.

Elle peut également faire l'objet de contrôles administratifs conformément aux articles L. 170-1 et suivants du code de l'environnement. En application de l'article R. 411-12 du code de l'environnement, le non-respect des conditions fixées par le présent arrêté peut conduire à la suspension ou la révocation de l'arrêté préfectoral n°2011/DRIEE/72 du 17 octobre 2011 portant dérogation pour la destruction, l'altération, ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées.



## CHAPITRE 6 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS

### ARTICLE 6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit, les vibrations et les émissions lumineuses.

### ARTICLE 6.2 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

#### Article 6.2.1 - Prélèvements et consommation d'eau

Un forage est réalisé à l'entrée du site, à proximité du poste de contrôle, pour permettre l'arrosage de la végétation, si besoin, et des pistes d'exploitation en période sèche.

Le forage est localisé selon les coordonnées en Lambert II étendu suivantes :

Référence cadastrale	Parcelle n° 000 ZH 71
Coordonnées en Lambert II étendu	X : 644 687 ; Y : 448 808 ; Z : 75,5 m NGF

Ce forage d'une profondeur de 19 m, capte la nappe des Calcaires du Lutétien captive sous le site.

Le volume de prélèvement s'élève à 20 m<sup>3</sup>/jour et 5 000 m<sup>3</sup>/an. Le débit d'exploitation est 3 à 4 m<sup>3</sup>/h en moyenne et inférieur à 8 m<sup>3</sup>/h en pointe. La durée de pompage journalier maximal est de 6 heures.

Le forage est équipé d'un clapet anti-retour et d'un compteur volumétrique.

#### Article 6.2.2 - Rejets des effluents aqueux

##### Article 6.2.2.1 - Identification des effluents

Les effluents aqueux sont les eaux pluviales.

##### Article 6.2.2.2 - Eaux pluviales

Les eaux pluviales s'infiltrent naturellement dans le sol.

Sur la zone d'exploitation, les eaux pluviales de ruissellement s'écoulent vers un bassin d'infiltration, point bas du carreau. Ce bassin d'infiltration est créé temporairement suivant l'avancement de l'exploitation. Ce bassin est également équipé d'une pompe qui peut renvoyer ces eaux vers le réseau de gestion des eaux pluviales du bassin versant précédemment aménagé.

Sur la zone en cours de remblaiement, les eaux pluviales de ruissellement s'écoulent vers un bassin d'infiltration situé en point bas. Ce bassin est créé temporairement suivant l'avancement du remblaiement. Une pompe de relevage remonte automatiquement les eaux vers un fossé ou une noue.

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA  
à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires  
sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état

Les opérations de nettoyage des engins de chantier sont effectuées sur des aires étanches. Les eaux de lavage sont récupérées et acheminées vers un bac décanteur-déshuileur.

Les aires étanches doivent faire l'objet de contrôles réguliers par l'exploitant notamment en ce qui concerne leur étanchéité. Le décanteur-déshuileur équipant les aires étanches fait l'objet d'un entretien annuel par une entreprise spécialisée.

#### **Article 6.2.2.3 - Conception et gestion des ouvrages**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables.

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté.

Les dispositifs de rejet des effluents sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

#### **Article 6.2.2.4 - Aménagement de points de prélèvement**

Le ou les émissaires des aires étanches sont équipés d'un dispositif de prélèvement.

#### **Article 6.2.2.5 - Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets (eaux pluviales et eaux de lavage)**

Les eaux canalisées rejetées (sortie de décanteur-déshuileur de l'aire étanche) dans le milieu naturel respectent les caractéristiques suivantes :

Paramètres	Valeurs limites	Normes de référence
pH	5,5 < pH < 8,5	
Température	< 30 °C	
Matières en suspension totales (MEST)	< 35 mg/l	NF T 90 105
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 125 mg/l	NF T 90 101
Hydrocarbures	< 10 mg/l	NF T 90 114

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

#### **Article 6.2.2.6 - Contrôle des rejets aqueux**

L'exploitant fait procéder à un contrôle annuel des rejets aqueux sur les paramètres suivants : pH, température, MEST, DCO, hydrocarbures.

Les contrôles (prélèvements et analyses) sont réalisés par un organisme agréé.

Les résultats des analyses sont consignés dans un registre. Un bilan des analyses prévues est transmis au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie. Ce bilan est accompagné de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.

#### **Article 6.2.2.7 - Eaux usées**

Les eaux usées des locaux sociaux sont traitées et évacuées en conformité avec les règles sanitaires et d'assainissement en vigueur.

#### **Article 6.2.3 - Eaux souterraines**

##### **Article 6.2.3.1 - Réseau de surveillance**

Un réseau de surveillance des eaux souterraines est implanté en périphérie de la carrière, selon un avis d'hydrogéologue. Ce réseau comprend a minima les piézomètres figurant sur le plan à l'annexe 7 du présent arrêté.

##### **Article 6.2.3.2 - Implantation des piézomètres**

Le site d'implantation des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains est choisi en vue de maîtriser l'évacuation des eaux de ruissellement et éviter toute accumulation de celles-ci dans un périmètre de 35 mètres autour des têtes des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains.

Le soutènement, la stabilité et la sécurité des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains doivent être assurés au moyen de cuvelages, tubages, crépines, drains et autres équipements appropriés. Les caractéristiques des matériaux tubulaires (épaisseur, résistance à la pression, à la corrosion) doivent être appropriées à l'ouvrage, aux milieux traversés et à la qualité des eaux souterraines afin de garantir de façon durable la qualité de l'ouvrage.

Afin d'éviter les infiltrations d'eau depuis la surface, la réalisation d'un sondage, forage ou puits doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace interannulaire, compris entre le cuvelage et les terrains forés, sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Cette cimentation doit être réalisée par injection sous pression par le bas durant l'exécution du forage. Un contrôle de qualité de la cimentation doit être effectué ; il comporte a minima la vérification du volume du ciment injecté. Lorsque la technologie de foration utilisée ne permet pas d'effectuer une cimentation par le bas, d'autres techniques peuvent être mises en œuvre sous réserve qu'elles assurent un niveau équivalent de protection des eaux souterraines.

Un même ouvrage ne peut en aucun cas permettre le prélèvement simultané dans plusieurs aquifères distincts superposés.

Afin d'éviter tout mélange d'eau entre les différentes formations aquifères rencontrées, lorsqu'un forage, puits, sondage ou ouvrage souterrain traverse plusieurs formations aquifères superposées, sa réalisation doit être accompagnée d'un aveuglement successif de chaque formation aquifère non exploitée par cuvelage et cimentation.

Lors des travaux de sondage, forage et d'affouillement, l'exploitant fait établir la coupe géologique de l'ouvrage.

Les conditions de réalisation et d'équipement des forages, puits, sondages et ouvrages souterrains conservés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.

Il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m<sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 30 cm de hauteur au-dessus du niveau naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage,

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
**portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA**  
**à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires**  
**sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état**

cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 50 cm le niveau de terrain naturel.

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 50 cm au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 20 cm lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel. Cette tête est protégée contre les heurts particulièrement de véhicules. En zone inondable, elle est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain pour effectuer la surveillance des eaux souterraines. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations ou de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

Les têtes des ouvrages de surveillance sont nivelées en mètre NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur chaque ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines sont identifiés par une plaque mentionnant les références du présent arrêté.

Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, l'exploitant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant :

- le déroulement général du chantier : dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées ;
- le nombre des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains effectivement réalisés, en indiquant pour chacun d'eux s'ils sont ou non conservés pour la surveillance des eaux souterraines, leur localisation précise sur un fond de carte IGN au 1/25 000, les références cadastrales de la ou les parcelles sur lesquelles ils sont implantés et, pour ceux conservés pour la surveillance des eaux souterraines, leurs coordonnées géographiques (en Lambert 93), la cote de la tête du puits, forage ou ouvrage par référence au nivellement de la France et le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) ;
- pour chaque forage, puits, sondage, ouvrage souterrain : la coupe géologique avec indication du ou des niveaux des nappes rencontrées et la coupe technique de l'installation précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des cuvelages ou tubages, accompagnée des conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors de la foration, volume des cémentations, profondeurs atteintes, développement effectués...) ;
- les modalités d'équipement des ouvrages conservés pour la surveillance et le compte-rendu des travaux de comblement pour ceux qui sont abandonnés.

Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

#### **Article 6.2.3.3 - Suivi piézométrique**

Un suivi piézométrique semestriel des eaux souterraines, en période de hautes eaux et en période de basses eaux, sera réalisé sur les piézomètres.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont reportés a minima, la date du relevé, la désignation de l'ouvrage et la hauteur de la nappe en mètre NGF.

#### **Article 6.2.3.4 - Programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines**

Au niveau des piézomètres implantés, l'exploitant procède ou fait procéder aux analyses suivantes :

- une analyse deux fois par an, en période de hautes eaux et en période de basses eaux, sur les paramètres pH, température, conductivité, DCO, hydrocarbures, niveau NGF de la nappe ;
- une analyse annuelle sur l'ensemble des paramètres de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées

L'ensemble des analyses prévues pour assurer le contrôle de la qualité des eaux est consigné dans un registre.

Un bilan du suivi prévu à l'article 6.2.3.3 ci-dessus et de la surveillance définie au présent article est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie.

Ces analyses et bilan sont accompagnés de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.

Des analyses ou des paramètres supplémentaires pourront être demandés en tant que de besoin par l'inspection des installations classées.

#### **Article 6.2.3.5 - Conditions de surveillance et d'abandon d'un forage**

Les forages, puits, ouvrages souterrains et les ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.

Les piézomètres font l'objet d'une inspection périodique au minimum tous les dix ans afin de vérifier l'étanchéité de l'installation et l'absence de communication entre les eaux surveillées et les eaux de surface. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires. Le compte-rendu de cette inspection est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'abandon d'un forage, l'exploitant se conformera à l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, notamment ses articles 12 et 13, et à la norme NF X 10-999.

### **ARTICLE 6.3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

#### **Article 6.3.1 - Dispositions générales**

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que la carrière et les installations ne soient pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction des installations que de l'exploitation de la carrière de manière à limiter les émissions de poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement de la carrière et des installations sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 6.3.2 - Dispositions particulières**

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de la carrière sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de la carrière n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de la carrière sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

#### **ARTICLE 6.4 - DÉCHETS PRODUITS**

##### **Article 6.4.1 - Limitation de la production de déchets**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) tout autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 6.4.2 - Séparation des déchets**

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux dispositions des articles R. 543-3 à R. 543-6 du code de l'environnement.

Les déchets d'emballages sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-128-1 à R. 543-130 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-143 du code de l'environnement.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Les déchets banals (papier, métal, plastique, verre et bois...), non valorisables sur site et non souillés par des produits toxiques ou polluants, ne peuvent être éliminés que dans des installations dûment réglementées en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier le caractère ultime de ces déchets, au sens de l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

#### **Article 6.4.3 - Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets**

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Les zones de stockage de déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

#### **Article 6.4.4 - Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

L'exploitant fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

#### **Article 6.4.5 - Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement**

Tout traitement ou élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

#### **Article 6.4.6 - Transport**

L'exploitant établit et tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Ce registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site pendant au moins cinq ans.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-61-2 du code de l'environnement. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 6.4.7 - Déchets de l'industrie extractive**

Les déchets de l'industrie extractive, constitués par les terres végétales et stériles de découverte, sont valorisés sur le site dans le cadre de la remise en état décrite à l'article 4.12 de la présente annexe.

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement du site, qui est révisé tous les cinq ans ou en cas de modification substantielle du fonctionnement de la carrière.



## **ARTICLE 6.5 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS**

### **Article 6.5.1 - Dispositions générales**

#### **Article 6.5.1.1 - Aménagements**

La carrière est exploitée, et les installations sont construites et équipées, de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne et de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement et les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

#### **Article 6.5.1.2 - Véhicules et engins**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un modèle homologué et les matériels mis sur le marché depuis le 4 mai 2002 sont soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

#### **Article 6.5.1.3 - Appareils de communication**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **Article 6.5.2 - Niveaux acoustiques**

#### **Article 6.5.2.1 - Valeurs limites d'émergence**

Les émissions sonores dues aux activités de la carrière et des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée :

<b>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</b>	<b>Émergence admissible</b>	
	<b>Période allant de 7 h à 19 h du lundi au vendredi sauf jours fériés</b>	<b>Autres périodes</b>
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	Aucune activité
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	Aucune activité

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement).

#### **Article 6.5.2.2 - Niveaux limites de bruit en limite d'exploitation**

Les niveaux de bruit en limites du périmètre autorisé de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles, ne doivent pas dépasser la valeur fixée dans le tableau ci-dessous :

Emplacement	Niveau de bruit maximum admissible en limite de propriété	
	Période allant de 7 h à 19 h du lundi au vendredi sauf jours fériés	Autres périodes
Limites de site en direction des habitations	70 dB(A)	Aucune activité

#### **Article 6.5.2.3 - Tonalité marquée**

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique, ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans la période allant de 7 h à 18 h du lundi au vendredi sauf jours fériés.

#### **Article 6.5.2.4 - Contrôle des niveaux de bruit et de l'émergence**

L'exploitant fait réaliser tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux de bruit et de l'émergence par un organisme qualifié. Ces mesures sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'établissement sur une durée d'une demi-heure au moins.

Les mesures des émissions sonores sont faites selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susmentionné.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'établissement fait l'objet de plaintes ou en cas de modification des installations susceptible d'impacter le niveau de bruit généré par l'établissement dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie. En cas de dépassement des valeurs limites, les résultats sont accompagnés de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

#### **Article 6.5.3 - Vibrations**

##### **Article 6.5.3.1 - Tirs de mines (sans objet)**

##### **Article 6.5.3.2 - Activités hors tirs de mines**

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations sont isolées au moyen de dispositifs antivibratoires efficaces.

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage, la méthodologie d'évaluation de leurs effets sur l'environnement et les normes à respecter sont définies par la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **ARTICLE 6.6 - PRÉVENTION DES NUISANCES LUMINEUSES**

L'exploitation de la carrière ne doit pas être à l'origine d'émissions lumineuses susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage ou de compromettre la sécurité des personnes à l'extérieur du site.

#### **ARTICLE 6.7 - TRANSPORT DES MATÉRIAUX ET CIRCULATION**

Le trafic maximal de camions ne dépasse pas 25,5 camions par jour en moyenne les 19 premières années.

Pour les 5 dernières années, le trafic maximal de camions ne dépasse 36,8 poids-lourds par jour en moyenne.

L'exploitant veille au respect du chargement des véhicules sortant de la carrière, notamment en ce qui concerne le poids total autorisé en charge (PTAC) et le poids total roulant autorisé (PTRA). un système de pesage est présent sur site pour s'assurer d'une maîtrise du chargement des camions.

À l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation sont nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Elles sont aménagées de manière à permettre aux véhicules ou engins des services de secours et de lutte contre l'incendie d'évoluer sans difficulté et d'accéder facilement aux installations.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes...).

En particulier, toutes les dispositions sont prises pour éviter que les véhicules ou engins quelconques puissent heurter ou endommager les installations, les stockages ou leurs annexes.

## **CHAPITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES**

---

### **ARTICLE 7.1 - GÉNÉRALITÉS**

#### **Article 7.1.1 - Propreté de l'installation et de ses abords**

L'ensemble du site et ses abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

#### **Article 7.1.2 - Contrôle des accès**

Durant les heures d'activité de la carrière, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement de la carrière et, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

#### **Article 7.1.3 - Circulation dans l'établissement**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

### **ARTICLE 7.2 - PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

#### **Article 7.2.1 - Règles d'exploitation**

L'exploitant prend toutes les dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait la carrière et les installations en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite de l'exploitation (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques) ;
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement ;
- la maintenance et la sous-traitance ;
- l'approvisionnement en matériel et en matière ;
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Tous les équipements et installations nécessaires à la prévention, la détection, l'alerte des secours et la lutte contre l'incendie ainsi que les installations électriques font l'objet de vérifications régulières et sont maintenus en bon état de fonctionnement. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dans les parties du site présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Toute opération de manipulation, de transvasement ou transport de matières dangereuses à l'intérieur du site s'effectue sous la responsabilité d'une personne nommément désignée par l'exploitant.

#### **Article 7.2.2 - Travaux**

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail », et éventuellement d'un « permis de feu », et en respectant une consigne particulière.

Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » ainsi que la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » ainsi que la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

#### **Article 7.2.3 - Contenu du permis de travail ou de feu**

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à sa délivrance ;
- la durée de validité ;
- la nature des dangers ;
- le type de matériel pouvant être utilisé ;
- les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations ;
- les moyens de protection à mettre en œuvre, notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.

Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux, destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

À l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant, ou son représentant, et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement, peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travail ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.

L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.

#### **Article 7.2.4 - Produits – substances dangereuses**

L'exploitant a, à sa disposition, des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par le code du travail. Ces documents font l'objet en tant que de besoin d'une mise à jour régulière.

L'exploitant constitue un recueil des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce recueil est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

#### **Article 7.2.5 - Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail et des textes réglementaires applicables en matière d'hygiène et de sécurité des travailleurs, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer à proximité des zones d'emploi de produits inflammables ou combustibles ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ou d'engendrer des points chauds dans les zones présentant des risques d'explosion ou d'incendie ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité (électricité, obturation des écoulements...) ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours... ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie.

#### **Article 7.2.6 - Formation du personnel**

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation à la sécurité de l'ensemble du personnel intervenant sur le site.

Cette formation comprend notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits employés ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté ;
- un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à l'établissement.

L'exploitant veille à disposer en tout temps de personnel de première intervention. Ce personnel est régulièrement formé et entraîné à l'application des consignes de sécurité et au maniement des moyens d'intervention.

#### **Article 7.2.7 - Prévention des risques d'origine électrique**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

L'exploitant fait procéder à la vérification des installations électriques conformément aux dispositions des articles R. 4226-14 à R. 4226-21 du code du travail.

Les installations électriques sont vérifiées par un organisme accrédité lors de leur mise en service ou après avoir subi une modification de structure.

Une vérification des installations électriques est effectuée une fois par an par un organisme accrédité qui établit un rapport mentionnant les non-conformités constatées lors de la vérification. L'exploitant réalise, dans les plus brefs délais, les travaux et modifications nécessaires pour porter remède aux déficiences constatées.

Les résultats des vérifications et les justifications des travaux de mise en conformité sont consignés sur un registre auquel sont annexés les rapports de vérification. Ce registre et les rapports de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

#### **Article 7.2.8 - Moyens de lutte contre l'incendie**

Les installations et les engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

Les équipements de lutte contre l'incendie comprennent notamment des extincteurs en quantité adaptée aux risques, placés dans les engins, au niveau du bâtiment servant de locaux sociaux et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Les équipements de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme agréé.

L'établissement est équipé de moyens de télécommunication efficaces avec l'extérieur, notamment afin de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l'incendie.

#### **Article 7.2.9 - Abattage à l'explosif (sans objet)**

### **ARTICLE 7.3 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident, de déversement de matières dangereuses, polluantes ou toxiques vers le milieu naturel.

Le ravitaillement, la maintenance et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche reliée à un bac décanteur-déshuileur.

Pour les engins se déplaçant lentement (pelles hydrauliques, bulldozers...), le ravitaillement peut être effectué par remplissage bord à bord au-dessus d'un bac de rétention mobile ou d'une couverture absorbante avec revers étanche.

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
**portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA**  
**à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires**  
**sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état**

Les dispositifs de rétention doivent faire l'objet de contrôles réguliers notamment en ce qui concerne leur étanchéité. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées, dès que possible, des eaux pluviales s'y versant.

L'exploitant dispose de produits fixants ou absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont repérés, facilement accessibles et accompagnés de moyens nécessaires à leur mise en œuvre.

Des kits antipollution sont présents dans tous les engins de chantier.

Toute fuite sur un engin entraînera son immobilisation sur une aire étanche et sa réparation immédiate ou, si nécessaire, son évacuation rapide en dehors du site.

Les produits récupérés en cas d'accident doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets dans les filières appropriées.



## CHAPITRE 8 - GARANTIES FINANCIÈRES

### ARTICLE 8.1 - MONTANTS DE RÉFÉRENCE DES GARANTIES FINANCIÈRES

Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site après exploitation en cas de défaillance de l'exploitant. Elles ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par les activités de la carrière et les installations, ni les engagements et obligations dus par l'exploitant au titre de la responsabilité environnementale.

La durée de l'autorisation est divisée en 5 périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Pour chacune des périodes quinquennales, le montant de référence des garanties financières TTC est établi comme suit :

Périodes	S1 (en ha)	S2 (en ha)	S3 (en ha)	Montant de référence C <sub>R</sub> (en euros TTC)
1 de 0 à 5 ans	0,58	12,96	2,71	623 216
2 de 5 à 10 ans	0,69	9,23	3,44	482 770
3 de 10 à 15 ans	0,95	6,64	1,91	343 576
4 de 15 à 20 ans	1,08	4,76	1,66	260 598
5 de 20 à 24 ans	1,21	2,27	1,18	146 418

La formule de calcul utilisée est la formule n° 3 pour les « autres carrières à ciel ouvert, y compris celles mentionnées au point 4 de la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées » proposée par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées :

$$C_R = \alpha \times (S1.C1 + S2.C2 + S3.C3)$$

avec :

- C<sub>R</sub> : montant de référence des garanties financières pour la période considérée ;
- S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement ;
- S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces découvertes et des surfaces en exploitation diminuée des surfaces remises en état ;
- S3 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire du périmètre d'extraction par la profondeur moyenne diminuée des surfaces remises en état ;

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA  
à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires  
sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état

- Coûts unitaires (TTC) :
  - C1 : 15 555 €/ha ;
  - C2 : 34 070 €/ha ;
  - C3 : 17 775 €/ha ;

et :

$$\alpha = \frac{\text{Index}}{\text{Index}_0} \times \frac{(1 + \text{TVA}_R)}{1 + \text{TVA}_0} = 1,25$$

avec :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par le présent arrêté, soit l'indice TP01 d'octobre 2021 = 117,5 x 6,5345 (coefficient de raccordement) = 767,8 ;
- Index<sub>0</sub> : indice TP01 de mai 2009, soit 616,5 ;
- TVA<sub>R</sub> : taux de TVA applicable lors de l'établissement du présent arrêté, soit 0,20 ;
- TVA<sub>0</sub> : taux de TVA applicable en janvier 2009, soit 0,196.

Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder les montants fixés dans le tableau ci-dessus.

#### **ARTICLE 8.2 - CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet un document attestant la constitution de garanties financières.

Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 8.3 - RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant adresse au préfet, au moins six mois avant la date d'échéance des garanties financières, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susmentionné.

#### **ARTICLE 8.4 - ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susmentionné, et atteste de cette actualisation auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans en se basant sur l'indice TP01 ;
- lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, et ce dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressée au préfet.

Le montant des garanties financières est actualisé selon la formule suivante :

$$C_n = C_R \times \frac{\text{Index}_n}{\text{Index}_R} \times \frac{(1 + \text{TVA}_n)}{1 + \text{TVA}_R}$$

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
**portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA**  
**à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires**  
**sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état**

avec :

- $C_R$  : le montant de référence des garanties financières mentionné dans le tableau de l'article 8.1 de la présente annexe ;
- $C_n$  : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- $Index_n$  : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- $Index_R$  : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par le présent arrêté, soit l'indice d'octobre 2021 =  $117,5 \times 6,5345$  (coefficient de raccordement) = 767,8 ;
- $TVA_n$  : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières ;
- $TVA_R$  : taux de la TVA applicable à l'établissement du présent arrêté, soit 0,20.

Les indices TP01 sont consultables sur le site Internet de l'Insee.

#### **ARTICLE 8.5 - MODIFICATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toute modification des modalités de constitution des garanties financières ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

#### **ARTICLE 8.6 - ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES**

Sans préjudice de la procédure d'amende administrative prévue au 4° du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement, les manquements aux obligations de garanties financières donnent lieu à l'application de la procédure de consignation prévue au 1° du II du même article L.171-8, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées.

L'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement de la carrière et des installations, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de cette suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### **ARTICLE 8.7 - APPEL AUX GARANTIES FINANCIÈRES**

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations de remise en état du site, après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
**portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA**  
**à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires**  
**sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état**

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable.

**ARTICLE 8.8 - DOCUMENT À TRANSMETTRE CONCERNANT LE SUIVI DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées au plus tard le 1<sup>er</sup> mars de l'année N+1 un plan topographique de la carrière indiquant les valeurs maximales des surfaces S1, S2 et S3 de l'année N et le périmètre précis de chacune des surfaces.

## **CHAPITRE 9 - DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION ET DOCUMENTS À TRANSMETTRE**

L'exploitant tient un dossier à jour en tant que de besoin, qu'il tient à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site :

- les différents dossiers de demande d'autorisation et de mise en conformité aux dispositions ministérielles applicables ;
- les plans mis à jour ;
- les preuves de dépôt et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par le présent arrêté ;
- les différents arrêtés préfectoraux d'autorisation ou complémentaires pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans la présente annexe ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions sont prises pour la sauvegarde des données.

Le tableau ci-dessous récapitule les documents que l'exploitant doit transmettre au préfet et/ou à l'inspection des installations classées.

<b>Articles</b>	<b>Documents</b>	<b>Délai / Périodicité / Échéance</b>
2.6	Notification d'arrêt définitif	6 mois au moins avant l'arrêt définitif de l'exploitation
4.12.4	Déclaration de fin de travaux de remise en état du site	À l'achèvement des travaux devant intervenir au plus tard 1 mois avant l'échéance de l'autorisation
2.8	Accident ou incident	Déclaration immédiate Transmission du rapport d'accident ou d'incident dans les 15 jours
4.2 4.6	Plan de bornage Notification de poursuite de l'exploitation	Dès la réalisation des aménagements préliminaires
4.6 8.2 8.3 8.4	Acte de cautionnement solidaire pour attester la constitution des garanties financières	Document initial : dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté Document renouvelé ou actualisé : 6 mois au moins avant l'échéance
4.14.2	Plan d'exploitation	Mise à jour au 31 décembre de l'année N Transmission au plus tard le 1 <sup>er</sup> mars de l'année N+1
4.14.3	Plan de gestion des déchets d'extraction	Transmission dès le début de l'exploitation Révision tous les 5 ans
5.2.3.	Suivi des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement prescrites et des espèces protégées	Avant le 31 décembre de chaque année
6.2.2.6	Contrôle annuel des rejets aqueux	Bilan des analyses de l'année N transmis au plus tard le 1 <sup>er</sup> mars de l'année N+1 Transmission immédiate en cas d'anomalie

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA  
à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires  
sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état

Articles	Documents	Délai / Périodicité / Échéance
6.2.3.2	Implantation des piézomètres	Transmission du rapport de fin de travaux dans un délai de 2 mois maximum
6.2.3.3 6.2.3.4	Suivi piézométrique semestriel Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Bilan de l'année N transmis au plus tard le 1 <sup>er</sup> mars de l'année N+1 Transmission immédiate en cas d'anomalie
6.5.2.4	Contrôle des niveaux de bruit en limite d'exploitation et de l'émergence (tous les 3 ans)	Résultats des mesures de l'année N transmis au plus tard le 1 <sup>er</sup> mars de l'année N+1 Transmission immédiate en cas d'anomalie
8.8	Suivi des garanties financières	Plan et valeurs maximales des surfaces S1, S2, S3 de l'année N transmis au plus tard le 1 <sup>er</sup> mars de l'année N+1

Ces documents sont accompagnés, autant que nécessaire, de tout commentaire de la part de l'exploitant sur les anomalies et dysfonctionnements éventuels ainsi que sur leur traitement.

---

## **CHAPITRE 10 - DÉCLARATION ANNUELLE**

---

L'exploitant déclare chaque année les données relatives aux émissions polluantes et aux déchets de l'établissement, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transfert de polluants et des déchets. Concernant l'exploitation de la carrière, il est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III du même arrêté ministériel.

La déclaration des données de l'année N est effectuée au plus tard le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées.

**PLANS ANNEXÉS :**

ANNEXE 1 : Plan de situation (carte de localisation des terrains concernés par la demande d'autorisation)

ANNEXE 2 : Plan parcellaire

ANNEXE 3 : Plan de phasage de l'exploitation du gisement et de remise en état

ANNEXE 4 : Plan de remise en état de la carrière

ANNEXE 5 : Plan de la zone à défricher sur les parcelles ZH 22 et ZH 71

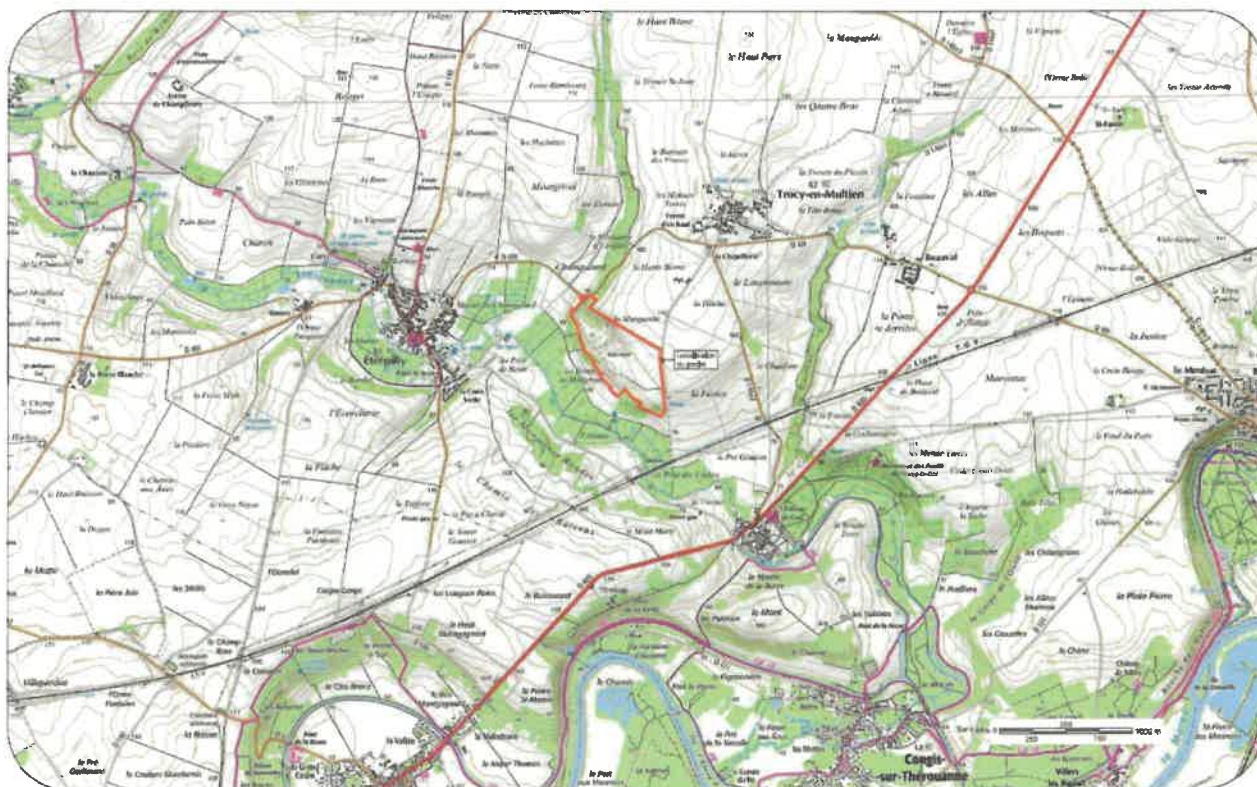
ANNEXE 6 : Arrêté n°2011/DRIEE/72 portant dérogation pour la destruction, l'altération, ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées

ANNEXE 7 : Plan de localisation des piézomètres de surveillance



**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
**portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA**  
**à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires**  
**sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état**

**Annexe 1 : Plan de situation**



**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
**portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA**  
**à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires**  
**sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état**

**Annexe 2 : Plan parcellaire**



**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
**portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA**  
**à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires**  
**sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état**

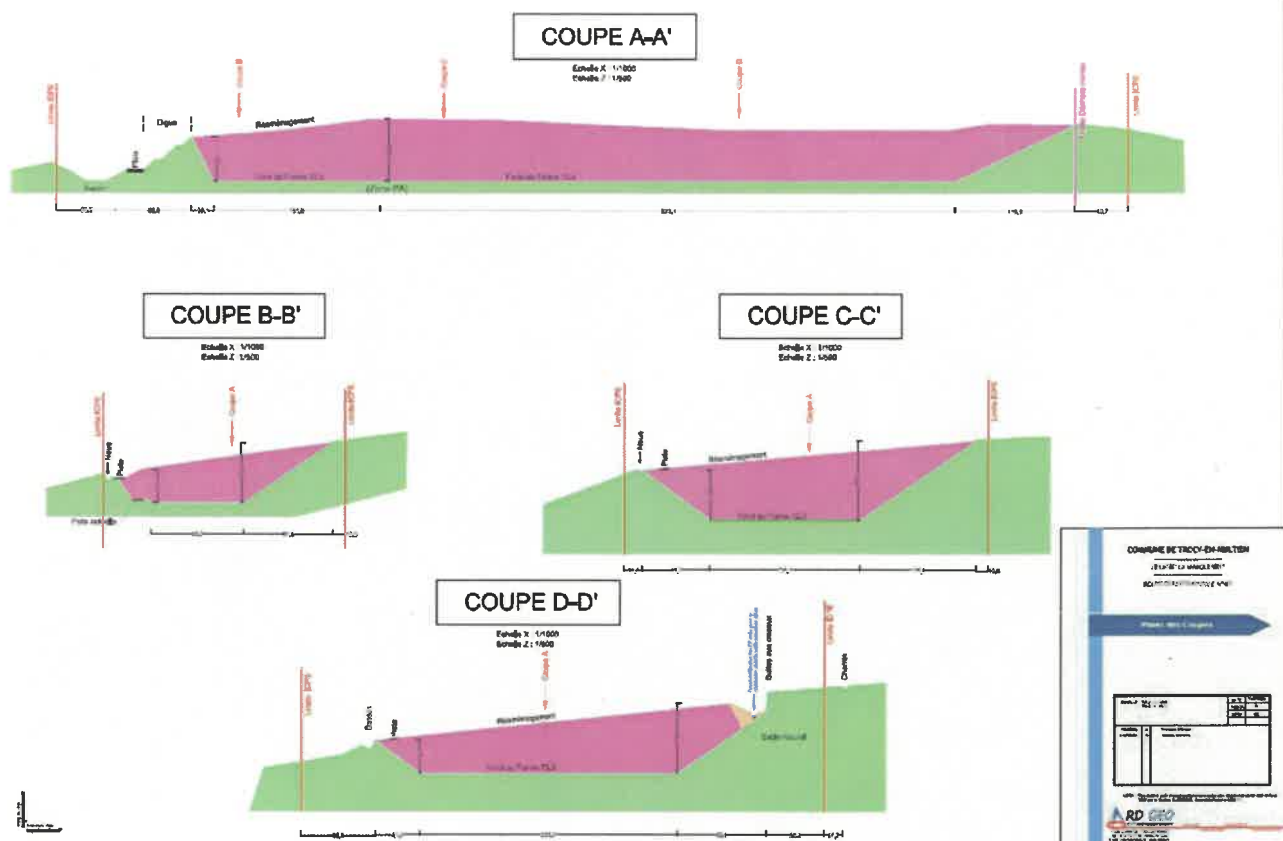
**Annexe 3 : Plan de phasage**

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA  
à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires  
sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état

**Annexe 4 : Plan de remise en état de la carrière**



**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
**portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA**  
**à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires**  
**sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état**





**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
**portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA**  
**à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires**  
**sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état**

Annexe 5 : Plan de la zone à défricher sur les parcelles ZH 22 et ZH 71



**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
**portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA**  
**à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires**  
**sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état**

Annexe 6 : Arrêté n°2011/DRIEE/72 portant dérogation pour la destruction, l'altération, ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées

**Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2022-05/DCSE/BPE/M du 20 avril 2022**  
portant autorisation environnementale à la société CLAMENS SA  
à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sablon et de calcaires  
sur le territoire de la commune de Trocy-en-Multien (77440) et à modifier sa remise en état

Annexe 7 : Plan de localisation des piézomètres de surveillance







## PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France

Service nature, paysages et ressources  
Pôle biodiversité, écosystèmes et CITES

## ARRETE n°2011/DRIEE/72

Portant dérogation pour la destruction, l'altération, ou la dégradation de sites de  
reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées

## LE PREFET DE SEINE-ET-MARNE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU Le code de l'environnement et notamment les articles L.411-1 et L.411-2 ;
- VU L'arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
- VU L'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
- VU La demande présentée en date du 13 janvier 2011 par Monsieur Philippe CLAMENS, représentant l'entreprise CLAMENS SA ;
- VU L'avis favorable sous conditions du Conseil national de la protection de la nature, en date du 28 août 2011, pour la dérogation à la destruction, l'altération et la dégradation des aires de reproduction et de repos d'une espèce animale protégée, l'Hirondelle de rivage, dans le cadre d'un renouvellement d'exploitation d'une carrière par la société CLAMENS SA sur la commune de Trocy-en-Multien (Seine-et-Marne) ;
- VU L'arrêté préfectoral n°10/DCSE/PCAD/147 du 1er juillet 2010 donnant délégation de signature à Monsieur Bernard DOROSZCZUK, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France ;

**Sur proposition** du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

## ARRÊTE

### ARTICLE PREMIER

Dans le cadre du renouvellement d'autorisation d'exploiter une carrière par la société CLAMENS SA sur la commune de Trocy-en-Multien (Seine-et-Marne) ; la destruction, l'altération, la dégradation des aires de reproduction ou de repos des Hirondelles de rivage (*Riparia riparia*) est autorisée pour la société CLAMENS SA représentée par Monsieur Philippe CLAMENS, sous réserve de la mise en œuvre réelle des mesures décrites dans les articles 2 et 3 du présent arrêté.

### ARTICLE 2

L'autorisation définie à l'article premier du présent arrêté est donnée sous réserve de la mise en œuvre des mesures détaillées dans le dossier de demande de dérogation aux pages 26 à 28 et reprises en annexe du présent arrêté.

Ces mesures concernent l'adaptation de l'époque de déplacement du front d'exploitation et les mesures envisagées en phase d'exploitation ainsi que la constitution à terme d'un site de nidification faisant l'objet d'une gestion du front de taille afin que le milieu reste favorable à la nidification de l'espèce concernée.

### ARTICLE 3

Un suivi régulier, au moins annuel, de l'espèce citée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sera réalisé par un expert écologue pendant toute la durée de l'exploitation afin d'estimer si la pose de sites artificiels est nécessaire.

### ARTICLE 6

Le non respect du présent arrêté peut entraîner des sanctions administratives ou pénales en application des articles L.415-1 à L.415-5 du code de l'environnement.

### ARTICLE 7

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans les deux mois suivant sa notification .

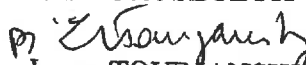
### ARTICLE 8

Le préfet de Seine-et-Marne et le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-et-Marne ;

Gentilly, le 7 OCT. 2011

Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur régional et interdépartemental  
de l'environnement et de l'énergie  
d'Île-de-France

La directrice régionale et  
interdépartementale  
adjointe de l'environnement  
et de l'énergie d'Île-de-France  
Bernard DOROSZCZUK

  
Laure TOURJANSKY

Annexe à l' arrêté n°2011/DRIEE/72

Mesures à mettre en œuvre décrites aux pages 26 à 28 du dossier de demande de dérogation

Adaptation de l'époque de déplacement du front d'exploitation

En se basant sur le diagramme de la période de sensibilité de l'espèce suivant les différentes phases de son cycle d'activité, on peut en déduire les périodes les plus propices pour engager les travaux au niveau de l'horizon de sable exploité pour les nids.

Activité / Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
<b>Activité de <i>Riparia riparia</i></b>												
Migration												
Ponte												
Couvée, développement des jeunes												
Présence sur site												
Période sensible max												
<b>Activité de la carrière</b>												
Activité sans contrainte à hauteur des nids												
Période de tolérance												
Activité sans contrainte à l'écart des nids												

La carrière peut donc être en activité toute l'année. Par contre, on limitera les activités de terrassement ou d'extraction au niveau des sites de nidification. Par site de nidification, on entend à la fois les nids déjà existants mais aussi l'horizon de sable fraîchement découvert qui peut être prospecté par les hirondelles pour creuser de nouveaux nids.

Les travaux d'extraction dans l'horizon de sable exploité pour creuser les nids seront interdits d'avril à septembre inclus ; ils pourront être exécutés de novembre à février, soit sur une période de 4 mois.

Il se dégage deux "plages de tolérance" en mars et en octobre au cours desquelles des travaux peuvent être respectivement anticipés ou achevés pour des logiques d'exploitation. Ces adaptations de calendrier devront être justifiées et concertées préalablement avec le naturaliste qui suit les populations d'Hirondelle de rivage. Ce dernier renseignera sur la présence précoce ou tardive d'individus, du démarrage des phases nuptiales. Ces éléments et l'argumentaire des choix effectués seront portés au journal d'activité de la carrière.

Sur la période de 4 mois de novembre à février inclus, les travaux de terrassement en déblai sur une bande de 20 m de large au-dessus des nids seront interdits pour des raisons de vibration. Sur cette même période, les travaux de terrassement en remblai pour la remise en état seront interdits sur une bande de 20 m jusqu'à un dénivelé de 4 m à l'aplomb du site de nidification.

Durant la période de 4 mois de sensibilité maximale pour l'espèce (mai à août), les activités de la carrière peuvent avoir lieu au-delà du périmètre de 20 m autour de la falaise à préserver.

Il sera préférable de laisser la falaise de sable, sur laquelle la nidification aura été observée, au repos pendant 2 à 4 ans. L'extraction pourra être entamée sur un front voisin qui sera à son tour mis au repos ; l'activité d'extraction serait menée alternativement sur deux ou trois fronts en fonction de l'organisation globale de la carrière et du carreau en pied de talus.

Au-delà d'une période de 3 à 5 ans, on remarque que le site est moins sollicité par les oiseaux parce que le sable s'encroûte et devient plus difficile à creuser, certaines galeries menant au nid se sont dégradées, les chambres de nidification sont infestées de parasites... La reprise de l'extraction aura comme intérêt de rafraîchir la paroi de sable.

En cas de ralentissement du rythme d'exploitation de sable pour des raisons économiques liées à une demande moindre, la progression du front d'extraction serait également ralentie. Le renouvellement de la falaise de sable serait décalé.

Si l'interruption de la progression du front d'extraction se prolonge au-delà de 3 ans, il conviendrait d'envisager un simple rafraîchissement de la paroi en grattant une dizaine de centimètre d'épaisseur à l'aide d'une truelle, en laissant tomber le sable en pied de falaise et en prenant soin de maintenir un effet de voûte au sommet pour éviter un surplomb direct des dalles calcaires.

Comme le site serait encore en activité de carrière et qu'il relève de la réglementation des ICPE et du Code minier, l'intervention ne pourra être engagée par un tiers pour des raisons de sécurité. Le rafraîchissement sera conduit par l'exploitant.

Durant la phase d'exploitation, il sera judicieux de maintenir une zone humide à proximité comme point abreuvoir et surtout comme site de développement des larves d'insectes au-dessus duquel les Hirondelles viendront chasser.

De même, la fauche pourrait être retardée jusqu'à fin août sur une partie des prairies afin de maintenir un couvert suffisant pour les différents stades de développement des insectes. Les Hirondelles de rivage viendront également chasser sur ces espaces.

### Mesures envisagées en phase d'exploitation

Il n'est pas prévu de constituer un site de substitution spécifique pour accueillir de façon pérenne la colonie d'Hirondelle de rivage pendant la phase d'exploitation. L'option est prise de poursuivre l'exploitation sur deux fronts contigus et avec un avancement alternatif, laissant au repos un des deux fronts considéré comme provisoirement "abandonné" tandis que l'extraction se poursuit sur l'autre front.

Sur le front "abandonné", la population d'Hirondelles de rivage devrait ainsi trouver une falaise fraîchement décapée, un espace d'envol suffisamment dégagé au-dessus de l'ancien carreau d'exploitation, des talus en pied de falaise et au-dessus du front de découverte suffisamment dissuasifs pour les prédateurs.

A partir de nos connaissances sur les sites de nidification de substitution en phase d'exploitation en reconstituant des stocks de sablon, nous relevons que ces opérations peuvent être efficaces mais que le résultat reste aléatoire. Un entretien régulier reste nécessaire pour assurer la physionomie d'une "falaise" de sable et pour dégager les éboulements qui deviennent alors favorables aux prédateurs.

Dans le cas de la carrière de "la Marguerite", le rafraîchissement régulier de la falaise et l'entretien des abords sont assurés par l'exploitation elle-même. Il reste à adapter la période de transfert des travaux d'extraction au cours d'une phase de moindre impact pour la population et à confirmer le rythme de ces changements de front d'exploitation, donc de transfert des populations soit supérieur à 3 ans.

Sur les carrières alluvionnaires, c'est généralement ce choix qui est fait puisque l'activité de carrière évoluant, laisse des portions de falaise disponibles pour les colonies durant la période où l'extraction est déportée plus loin.

Sur les carrières alluvionnaires de Varennes-sur-Seine (77), GSM a poursuivi son exploitation mais a conservé une falaise en fin d'exploitation. Sur le site d'emprunt de matériaux alluvionnaires de Saint Florentin (89), le prestataire en terrassement intervenant pour SNCF (RFF actuellement) a laissé un stock de sable en complément des fronts d'exploitation ; le stock de sable est fréquenté et sert de milieu de substitution quand les capacités d'accueil sur les berges ne sont pas optimales ; mais le site nécessite un entretien régulier.

Une analyse bibliographique des expériences sur les sites de nidification artificiels nous indique que ces aménagements sont complexes. Nous réservons ces solutions pour un aménagement final si le suivi de la carrière indiquerait que le maintien du dernier front d'exploitation n'est pas une solution pérenne.

### Constitution à terme d'un site de nidification

L'une des mesures compensatoires majeures sera la constitution d'un site de nidification pour la population d'Hirondelle de rivage.

La solution proposée aura l'avantage d'être :

- pérenne pour le maintien des conditions d'habitat,
- fonctionnelle pour les conditions de vie de l'espèce,
- préservée des risques d'altération,
- accessible pour l'entretien et le suivi écologique,
- intégrée dans le paysage,

- adaptée à la nécessité de restituer la majorité du site à la vocation agricole.

La falaise de nidification qui sera maintenue dans l'ancien front d'exploitation sera située dans l'angle nord-est du site, au bout des terres de "la Marguerite", appuyée sur les terres de "la Haute Borne" au nord et sur le chemin rural dit "des Vaches" à l'est, donc au bout des terrains remis en culture dans l'emprise de l'ancienne excavation.

De ce fait, l'accessibilité restera limitée, ce qui limitera ainsi les risques de perturbation par une fréquentation intempestive et participera à la sécurité du lieu puisqu'un dénivelé sera maintenu dans la physionomie de remise en état.

Le projet sera intégré dans le paysage du rebord du plateau du Multien puisqu'il est repoussé et enchâssé au bout de la carrière et ne sera pas directement visible depuis le fond de la vallée de la Théroüanne, ou depuis les points de vue identifiés et commentés au chapitre précédent.

La hauteur de la "falaise écologique" devra être supérieure à 2 m contrairement à la prescription du précédent arrêté préfectoral. En effet, il faut tenir compte des dalles calcaires situées juste au-dessus de l'assise de sable prospectée par les Hirondelles. Ces dalles protègent la falaise de sable et évitent l'accès aux nids par la partie supérieure. Il faut également éviter que les nids soient accessibles par le pied de la falaise par des prédateurs et que les futurs dépôts de rafraîchissement de la paroi de sable ne constituent des cônes d'éboulis devant les galeries. Enfin, les sorties de galeries de nids doivent être sensiblement au-dessus du terrain naturel.

Nous proposons donc :

- une hauteur de 2 m de falaise de sable correspondant à la partie actuellement prospectée par les Hirondelles, avec un profil vertical ;
- une hauteur de 2 m de falaise dans l'horizon sous-jacent de sable plus ocre, avec un profil subvertical, soit de type 3/1 ;
- une hauteur de 1,5 m en moyenne de falaise dans l'horizon de dalles calcaires, la hauteur et le profil seront variables en fonction des possibilités de dislocation des blocs.

Le linéaire de "falaise écologique" est proposé sur 100 m avec environ 40 m sur lesquels on aura une "hauteur efficace" et deux flans qui permettront une "entrée en terre" ou un raccordement harmonieux au terrain remodelé.





Echelle 1/2500

# PLAN DE PHASAGE

## Années 0 à 2

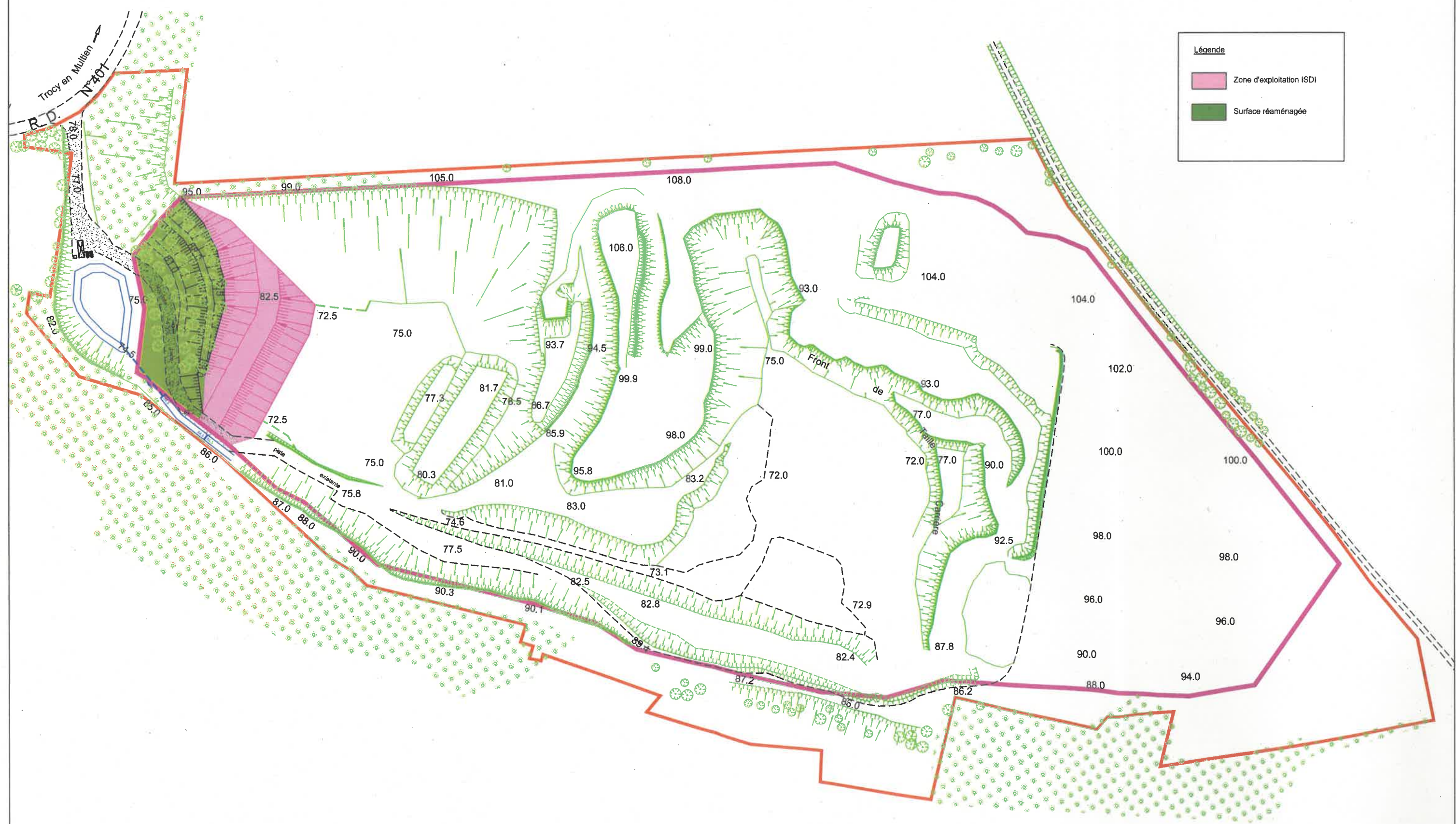
Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral  
n° 2022/05/DCSE/BPE/17 du 20/04/2022

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général par suppléance

Olivier GERSTLÉ

**Légende**

- Zone d'exploitation ISDI
- Surface réaménagée



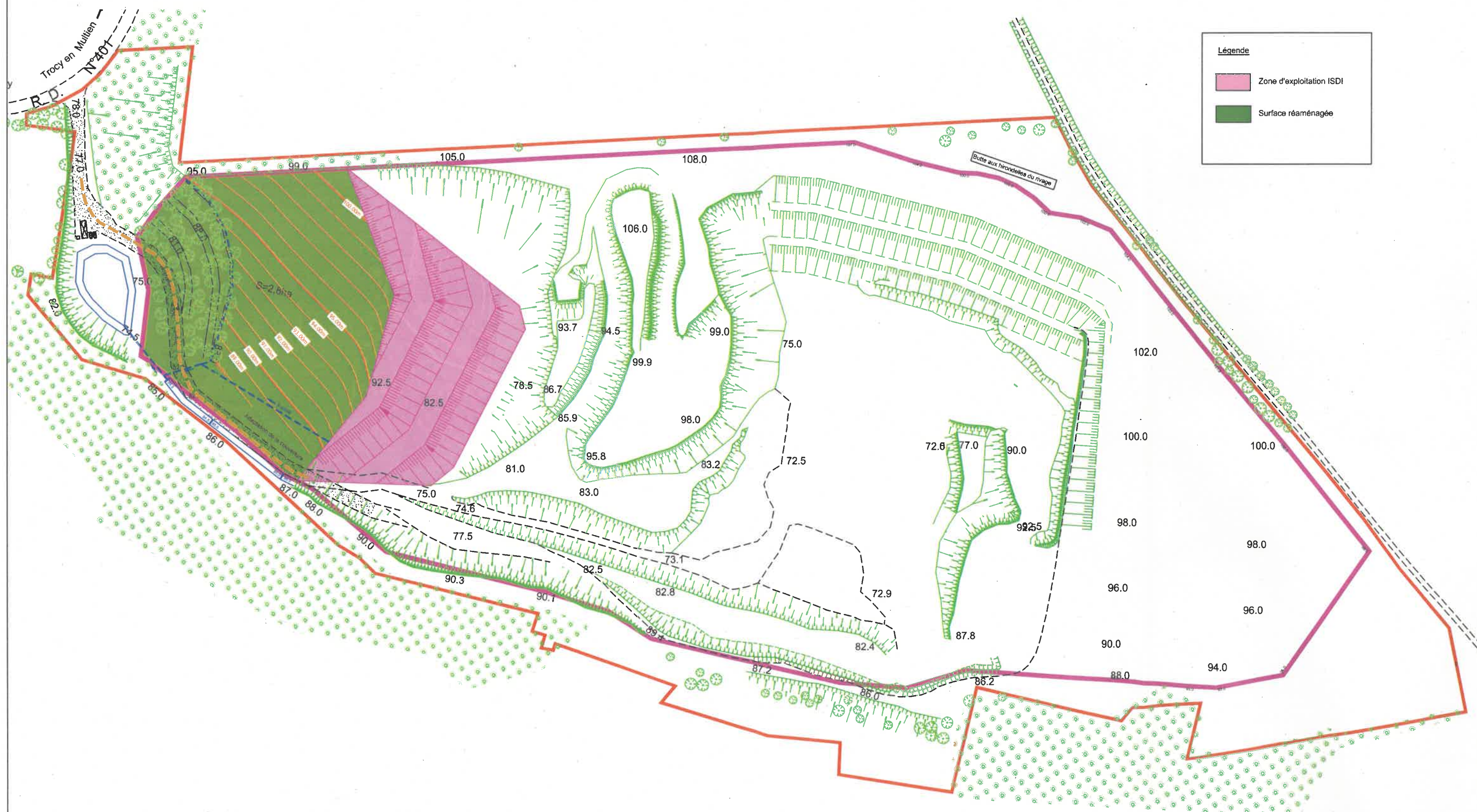




## Années 2 à 4

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général par suppléance

Olivier GERSTLÉ







## PLAN DE PHASAGE

## Années 4 à 6

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral  
n° 2022/05/DCSE/BPE/M du 20/04/2022

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général par suppléance

Olivier GERSTLÉ







# PLAN DE PHASAGE

## Années 6 à 8

Echelle 1/2500

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral  
n° 2022/05/OCSE/BPE/171 du 20/04/2022

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général par suppléance

Olivier GERSTLÉ

### Légende

- Zone d'exploitation ISDI
- Surface réaménagée







Echelle 1/2500

# PLAN DE PHASAGE

## Années 8 à 10

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral  
n° 2022/05/DCSE(BPE)/M du 20/04/2022

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général par suppléance

Olivier GERSTLÉ

### Légende

- Zone d'exploitation ISDI
- Surface réaménagée







# PLAN DE PHASAGE

Echelle 1/2500

Années 10 à 12

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral  
n° 2022 p5 / DESE / BPE / M du 20/04/2022

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général par suppléance

Olivier GERSTLÉ

## Légende

Zone d'exploitation ISDI

Surface réaménagée







# PLAN DE PHASAGE

## Années 12 à 14

Echelle 1/2500

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral  
n° 2022/05 DCE/BPE/M du 20/04/2022

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général par suppléance

Olivier GERSTLÉ







# PLAN DE PHASAGE

Echelle 1/2500

Années 14 à 16

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral  
n° 2022/05/DESE/BPE/17 du 20/04/2022

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général par suppléance

Olivier GERSTLÉ







# PLAN DE PHASAGE

Echelle 1/2500

Années 16 à 18

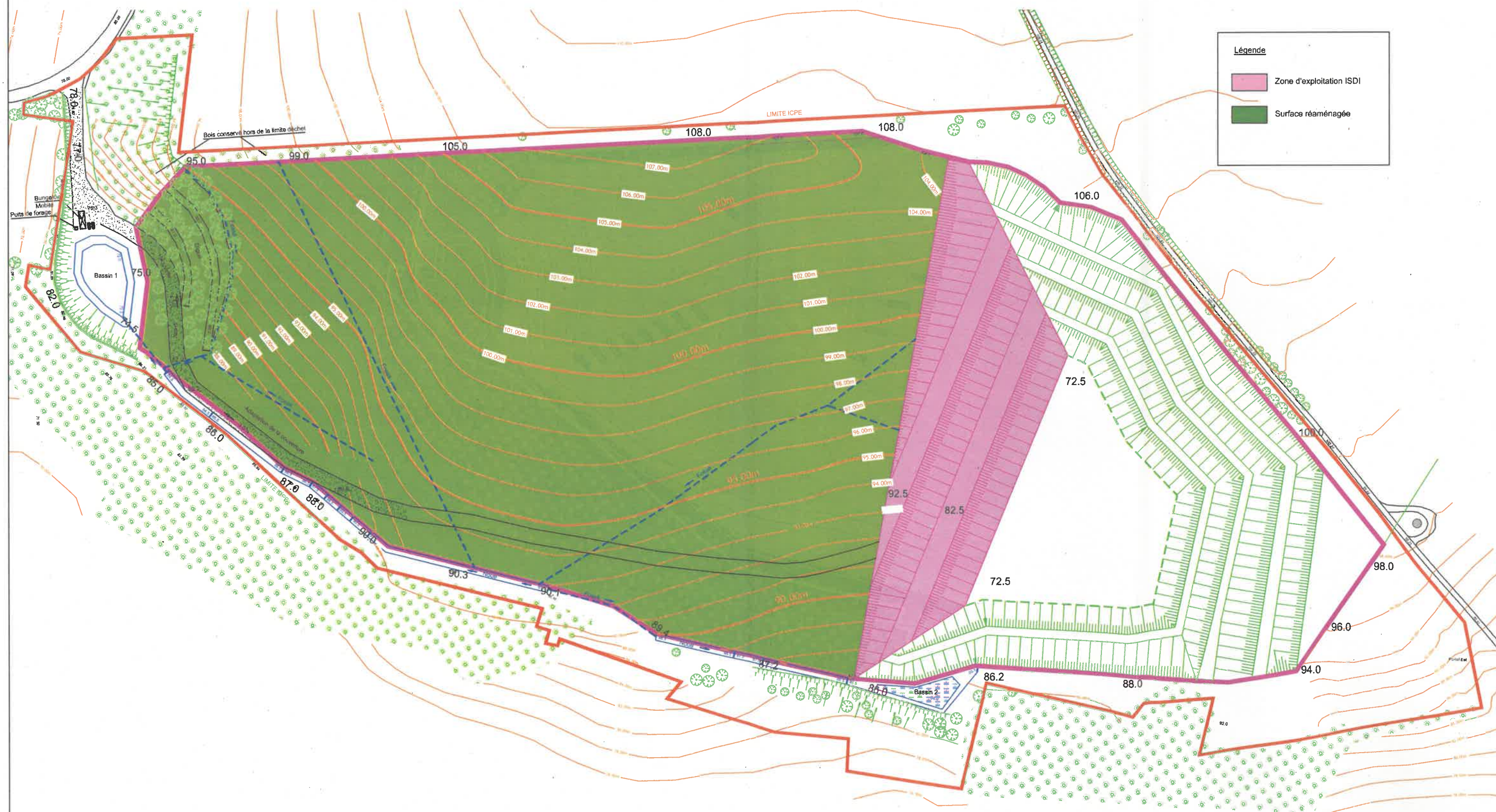
Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral  
n° 2022/05/DCSE/BPE/M du 20/04/2022

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général par suppléance

Olivier GERSTLÉ

## Légende

- Zone d'exploitation ISDI
- Surface réaménagée







Echelle 1/2500

# PLAN DE PHASAGE

## Années 18 à 20

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral  
n° 2022/05/DCSE/BPE/MI du 20/04/2022

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général par suppléance

Olivier GERSTLÉ

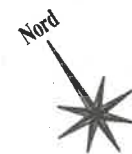
### Légende

Zone d'exploitation ISDI

Surface réaménagée







# PLAN DE PHASAGE

Echelle 1/2500

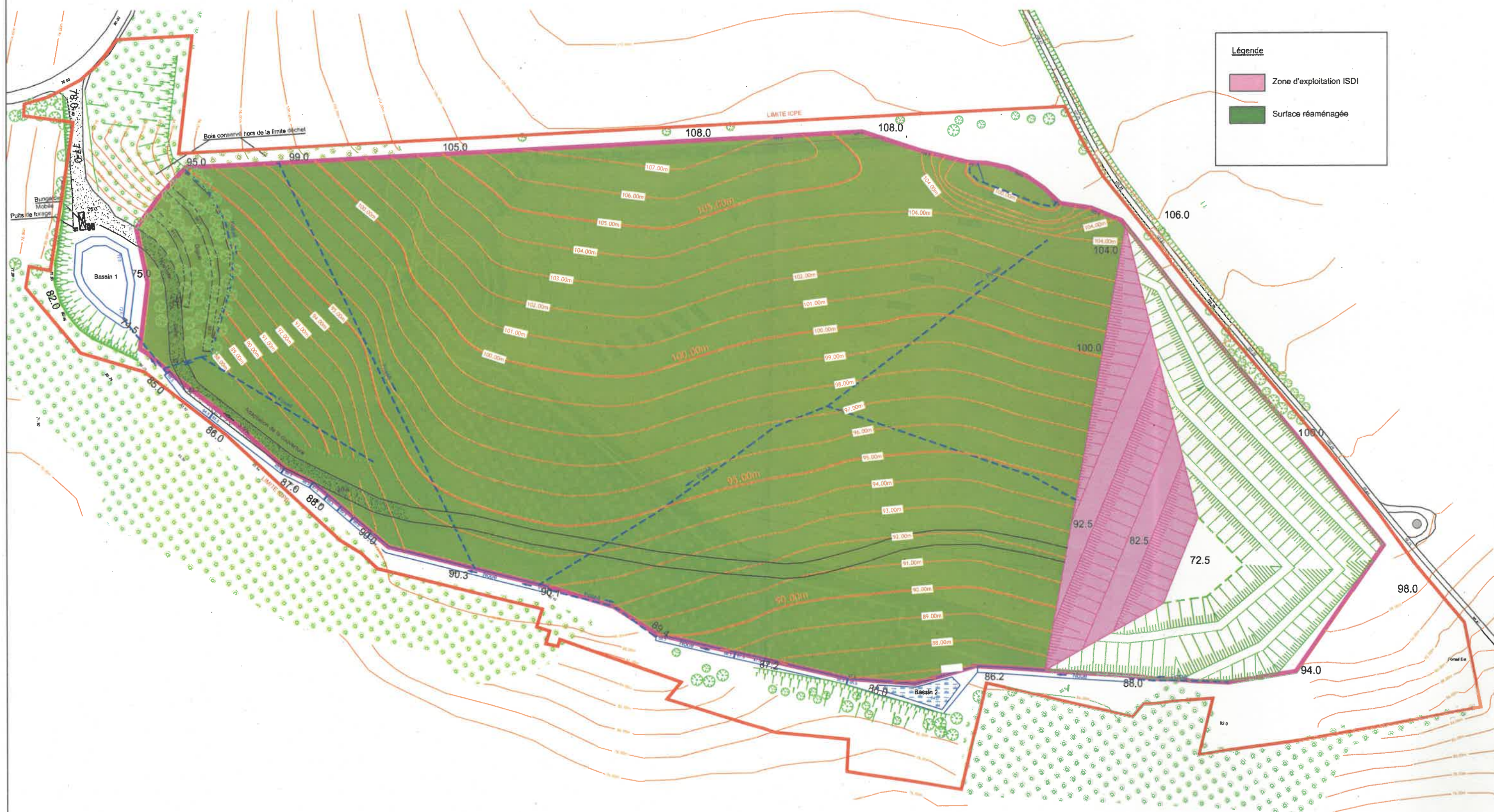
Années 20 à 22

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral  
n° 2022/51038E1/DPE/171 du 20/04/2022

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général par suppléance  
Olivier GERSTLÉ

## Légende

- Zone d'exploitation ISDI
- Surface réaménagée







Echelle 1/2500

# PLAN DE PHASAGE

## Années 22 à 24

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral  
n°202205/DCSE/BPE/17 du 20/04/2022

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général par suppléance

Olivier GERSTLÉ



### Légende

- Zone d'exploitation ISDI
- Surface réaménagée